

Pétition électorale

L'élection du Premier ministre entre les mains des Law Lords

■ Suren Dayal se dit serein et confiant

■ Me Sanjay Bhuckory, SC: « Cela reposera beaucoup sur l'interprétation du jugement du Conseil privé dans l'affaire Ringadoo »



Démission de Lockraj Nuckchady du MNSC



« Ena boku kitsoz ki empeche mwa fer mo travail », dit-il

La lutte de Rose Blattes

La grève de la faim d'une septuagénaire pour dénoncer les injustices d'un notaire



Parlement

En mode « opération tire questions »

- Une interpellation d'Eshan Juman sur la SST ne figure pas à l'agenda de ce mardi, alors qu'il n'en a pas été informé au préalable. « Incompréhensible et inacceptable », s'exclame-t-il. Patrick Assirvaden et Osman Mahomed ont aussi vu leurs questions rejetées...



Renversé par un policier qui a tenté de « devire lenket »

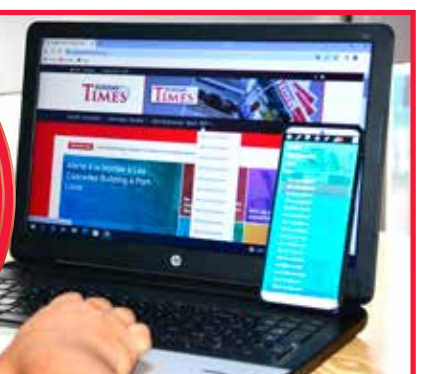
Le dernier anniversaire tragique de Tasleem Jahamal

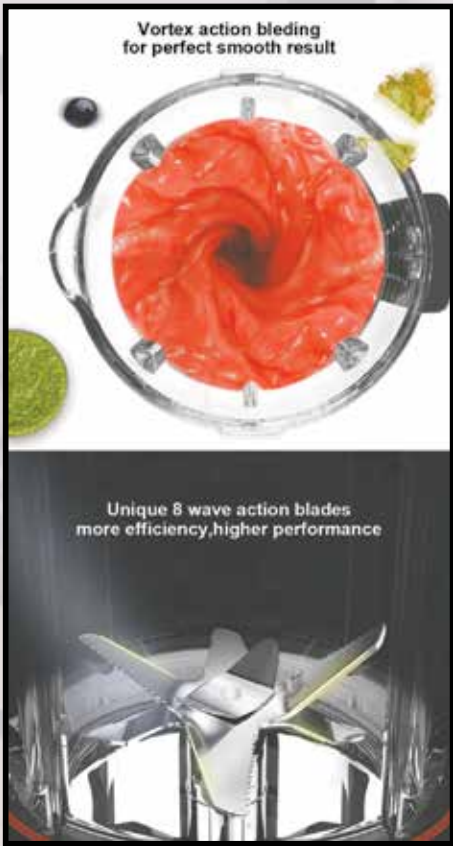


Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious
easy operation



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Démission de Lockraj Nuckchady du MNSC

« Ena boku kitsoz ki empeche mwa fer mo travay », dit-il

« Ena boku kitsoz ki empeche mwa fer mo travay... Si zot inn tan 'vested interest' li enn partie... », nous a déclaré Lockraj Nuckchady, président démissionnaire du 'Standing Committee' sur les négligences médicales. Bien que ce



Lockraj Nuckchady jette l'éponge. Il estime qu'il n'est pas là pour faire plaisir aux médecins. Dans le même temps, il évoque les difficultés auxquelles il faisait face en tant que président du 'Standing Committee'. Sous sa direction, 51 cas ont été référés au comité,

comme l'a indiqué le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, en décembre dernier.

dernier nous ait fait comprendre qu'il y a plusieurs facteurs qui ont contribué à le pousser vers la démission, il n'a pas voulu en dire plus, en soutenant que ce n'est pas le moment idéal pour en parler.

Après trois années à la tête du 'Medical Negligence Standing Committee', Me

des pressions ? Autant de questions qui resteront donc sans réponse pour l'heure. Il convient cependant de souligner que, lors de sa PNQ sur la mort des patients dialysés le mardi 27 juin, le leader de l'Opposition, Xavier Luc Duval, avait soutenu que si le rapport du 'Medical Negligence Standing Committee' avait été rendu public, les proches des patients dialysés décédés auraient pu engager des poursuites contre le gouvernement.

Selon la loi, avait poursuivi le leader de l'Opposition, de telles poursuites ne sont plus possibles deux ans après les faits. Cependant, en ne divulguant pas tous les éléments du rapport et en ne le rendant pas public, le gouvernement a enlevé cette possibilité aux familles.

Bose Soonarane :

« Les réponses du ministre de la Santé n'étaient pas tout à fait honnêtes »

Le président de la 'Renal Disease Patient's Association', Bose Soonarane, est, lui, d'avis que la démission de Me Lockraj Nuckchady était prévisible depuis quelques jours. Il nous informe également que le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, a convoqué les familles des 11 patients décédés au ministère pour des discussions au cours de la semaine passée. Les parents des familles qui ont répondu à l'appel de Jagutpal n'ont pas été impressionnés par la prestation de ce dernier, selon lui.



Bose Soonarane persiste et maintient que la démission de Lockraj Nuckchady est directement liée aux réponses données par le ministre Kailesh Jagutpal lors de la 'Private Notice Question' (PNQ) du leader de l'opposition, Xavier Luc Duval, le 27 juin dernier. D'ailleurs, les réponses du ministre de la Santé, dit-il, n'étaient pas tout à fait honnêtes.

Rapport Nuckchady : Des manquements graves dénoncés

C'est en avril 2022 que le 'Medical Negligence Standing Committee' (MNSC), présidé par Lockraj Nuckchady avait été appelé à faire une enquête préliminaire sur les cas des onze patients dialysés alors qu'ils étaient en quarantaine à l'hôtel Tamassa, à Bel Ombre. Ce rapport a été très critique concernant la prise en charge de ces patients et a dénoncé plusieurs lacunes, dont l'absence de « dialysis sheets » et de « monitoring sheets ». Plusieurs manquements avaient été notés, allant du transport des patients dialysés jusqu'au suivi médical, en passant par la nourriture et le manque de personnel.

« In the early days, the place was manned by very few staffs. It is further noted that Nursing Officers posted at the Tamassa

Quarantine Centre were also contaminated and they needed to be isolated. This led to a further shortage which impacted negatively on the standard of medical/ nursing care. In fact, there was a serious lack of staff to look after all the persons including the dialysis patients in the quarantine », avait souligné le rapport Nuckchady.

Le rapport a enfoncé le clou en guise de conclusion : « There were also serious failures and omissions with regard to the care and management of several cases under investigations, including in the case of late patients Surwon, Beedassy, Unjore and Bissoo where the Committee found clear instances of neglect and poor treatment which may have contributed to the worsening of those late patients' conditions ».

Parlement

En mode « opération tire questions »

Il semble que le Speaker de l'Assemblée nationale a trouvé une nouvelle formule pour censurer et bâillonner l'opposition parlementaire. Il s'avère ainsi que Patrick Assirvaden et Osman Mahomed ne sont pas les seuls dont les questions ont été rejetées cette semaine (voir en page 8). Celle de leur collègue travailliste, Eshan Juman, adressée également au Premier ministre et portant sur l'exercice de livraison contrôlée faite par la 'Special Striking Team' (SST) à l'aéroport le 19 juin dernier ne figure pas à l'agenda des questions prévues pour ce mardi. Ce n'est que hier matin qu'il s'en était rendu compte. « Ma question a été enlevée sans même que je n'en sois informé. C'est incompréhensible et inacceptable ! On aurait dû au moins me donner une explication plausible », martèle-t-il.

Le député du no. 3 est très remonté contre cette situation. Toutes ses tentatives pour joindre la Clerk de l'Assemblée nationale en vue d'obtenir une explication durant la matinée d'hier ont été vaines. Un autre préposé de l'Assemblée nationale lui aurait toutefois fait comprendre que cette question avait déjà été adressée à travers une interpellation supplémentaire de Vikash Nuckcheddy le 27 juin dernier. Or, celle-ci avait trait à l'adresse mentionnée

sur le colis, et non sur l'identité du destinataire, alors qu'Eshan Juman voulait, lui, savoir à qui était destiné le colis qui a été saisi par l'équipe de l'ASP Jagai à l'aéroport le 19 juin dernier. Cela après que Sunday Times ait fait état dans sa dernière édition, en se basant sur la lettre d'un 'Postal Officer', que le colis contenant trois boîtes était adressé à trois différentes personnes, dont l'une à un dénommé Avinash SESUR.

Eshan Juman estime que c'est une façon pour le gouvernement de jouer à la sauvette sur certaines questions d'intérêt public. « Zot pe empes nou fer travail pou éclairer la population », poursuit le député travailliste, qui qualifie cette situation d'inconcevable. « La question relevait, à mon avis, d'une importance capitale puisqu'elle aurait permis de faire la lumière sur des interrogations qui trottent dans la tête de la population. Après tout, les députés de l'opposition sont la voix du peuple au Parlement », dénonce-t-il.



Belle-Rose

Gilbert Sobhee, 47 ans, mortellement percuté par un tram

L'accident s'est produit dans la soirée du vendredi 7 juin, aux alentours de 20h. Gilbert Sobhee, un pensionnaire du centre des Sans-abris à St-Jean, a connu une fin tragique à Belle-Rose. Le tram se rendait à Port-Louis, en provenance de Curepipe, lorsque le malheureux incident s'est produit. Le piéton a surgi devant le métro et a été heurté de plein fouet. Le pare-brise cassé du tram témoigne de l'impact. Le service du métro a été interrompu, et des bus ont immédiatement été mis à disposition des usagers se rendant à Port-Louis.

L'ambulance du SAMU, des agents du poste de police de

Quatre-Bornes, ainsi que les pompiers, sont rapidement arrivés sur place. Le médecin a confirmé le décès de la victime. Le corps a été transporté à l'hôpital de Candos pour une autopsie.

C'est la troisième victime morte sous un tram. Le premier accident mortel avait eu lieu à Barkly, le 23 février 2020. Yannick Permal, qui était à moto, avait traversé devant un tram en brûlant un feu rouge. Le deuxième accident s'était produit à Curepipe, le samedi 6 mai dernier. La victime, Henashma Beeharay-Ramtohul, âgée de 30 ans, traversait les rails lorsqu'elle a été fauchée.



Pétition électorale de Suren Dayal

L'élection du Premier ministre entre les mains des Law Lords

• Suren Dayal se dit serein et confiant

Demain, lundi 10 juillet à 14 heures, le Conseil privé du Roi examinera l'appel de Suren Dayal, contestant l'élection en 2019 de Pravind Jugnauth et de ses deux colistiers, Yogida Sawmynaden et Leela Devi Dookun-Luchoomun. Cette affaire revêt une importance capitale, tant les enjeux sont considérables. C'est Lord Reed, président du 'Judicial Committee', qui présidera la séance, assisté des Lords Lloyd-Jones, Sales, Hamblen et Stephens. Le Conseil privé a le pouvoir d'invalidier l'élection des trois élus de la circonscription n° 8 (Quartier-Militaire/Moka). Cette affaire, qui présente d'importantes implications politiques, est étroitement surveillée par l'opposition parlementaire et extraparlamentaire.

Suren Dayal, rappelons-le, accuse le Premier ministre d'avoir offert des «bribes électoraux» en promettant d'augmenter les pensions de retraite et le PRB. Il affirme également que le Premier ministre s'est engagé à indemniser les victimes de la SCBG, si son gouvernement revenait au pouvoir.

Suren Dayal :

« **Serein et confiant** »

« C'était un travail très assidu. Mes avocats sont déjà en Angleterre et nous attendons le jour J avec beaucoup d'impatience. Je ne ferai pas de commentaire sur l'affaire, mais je peux vous dire que je suis très serein », affirme Suren Dayal. Il a retenu les services de Timothy Straker, 'King Counsel', et 'Joint



Head of Chambers' du cabinet britannique 45 Gray's Inn Square, spécialisé en droit électoral. Il sera épaulé par Me. Robin Ramburn, du cabinet Sir Hamid Moollan, et par l'avoué Hiren Jankee.

Quant à Pravind Jugnauth, il a une nouvelle fois fait appel au cabinet britannique Matrix Chambers, après avoir retenu les services de Claire Montgomery du même cabinet dans l'affaire Medpoint. Son équipe légale sera dirigée par Guy Vassall-Adams, spécialiste en droit électoral. Ce dernier sera épaulé par Tim James-Matthews, toujours de Matrix Chambers, ainsi que par les 'Senior Counsels' Eric Ribot et Ravin Chetty.

Selon l'avocat constitutionnaliste Parvez Dookhy, tout dépendra de la démonstration des preuves visant à prouver l'existence des «bribes électoraux». Il affirme qu'en cas d'irrégularités dans le déroulement des élections de 2019, il faudra démontrer comment ce que Suren Dayal considère comme des bribes a affecté les résultats des élections. Le juriste estime également que les 'Law Lords' sont conscients

que leurs décisions pourront avoir un impact direct sur la légitimité du gouvernement. « Dans tous débats judiciaires, il y a des 'non-dits' », souligne-t-il.

Selon Parvez Dookhy, si le Conseil privé du Roi tranche en faveur de Suren Dayal, Pravind Jugnauth perdra automatiquement son mandat de député et, bien évidemment, ne sera plus Premier ministre du pays. Dans ce cas, le président de la République devra nommer quelqu'un pour occuper ce poste. Par exemple, si Steve Obegadoo ou un autre membre du gouvernement dispose d'une majorité, il pourra prendre la barre. Sinon, le président Pradeep Roopun devra dissoudre l'Assemblée nationale pour tenir des élections générales dans les plus brefs délais, afin de former un nouveau gouvernement par le biais du suffrage universel, explique l'avocat constitutionnaliste. Parvez Dookhy soutient également que ces jugements, quel que soit leur résultat, pourront servir de référence à l'avenir pour d'éventuelles contestations électorales.

Kushal Lobine : « Il peut y avoir plusieurs cas de figures »

Selon l'avocat et député Kushal Lobine, plusieurs scénarios peuvent découler du Conseil privé du Roi. Il souligne cependant que rien n'empêchera Pravind Jugnauth de se présenter en tant que candidat politique, quel que soit le verdict des cinq Law Lords du Privy Council.

« Si le jugement est défavorable à Pravind Jugnauth et à ses colistiers, ils perdront de facto leur siège au Parlement, ce qui signifie que le gouvernement conservera sa majorité, et rien n'empêchera Pravind Jugnauth de se présenter lors d'une élection partielle dans la circonscription n° 8. Ce sera «business as usual», soutient le député du PMSD (Parti Mauricien Social-Démocrate).

« L'autre scénario possible est que le Conseil privé du Roi donne raison au Premier ministre. Dans ce

cas, toutes les cartes seront entre les mains de Pravind Jugnauth, qui pourra faire campagne en s'appuyant sur la décision favorable du Privy Council et provoquer des élections générales anticipées. L'affaire pourrait également être renvoyée devant la Cour suprême de l'île Maurice », ajoute encore Kushal Lobine.

« Il se pourrait que les «Law Lords» ne se prononcent pas sur cette affaire, mais formulent uniquement des observations. Notre «Representation of People's Act» date de 1958. Ils pourraient faire des observations tout en suggérant certaines modifications pour adapter nos lois aux exigences actuelles », conclut-il.



Me Sanjay Bhuckory, SC :

« **Cela reposera beaucoup sur l'interprétation du jugement du Conseil privé dans l'affaire Ringadoo** »

Me Sanjay Bhuckory, SC, estime que les Law Lords se baseront dans une grande mesure, dans le présent cas, sur le jugement rendu par la Cour suprême et maintenu au Privy Council dans l'affaire Raj Ringadoo contre Ashok Jugnauth.



L'élection de ce dernier, alors ministre de la Santé, avait été invalidée à la suite de la pétition électorale qu'avait logée Raj Ringadoo en 2005 pour bribe électoral. Celui-ci était défendu par Me Sanjay Bhuckory, tant en Cour suprême qu'au Conseil privé du Roi. « Lorsque j'avais plaidé l'affaire Ringadoo au Privy Council, il n'y avait aucun précédent de ce genre. Raison pour laquelle le jugement a fait office de jurisprudence non seulement pour Maurice, mais pour tout le Commonwealth », explique-t-il. « À mon humble avis, ce sera une appréciation des faits de la présente affaire avec l'affaire Ringadoo en toile de fond », soutient-il.

Le Senior Counsel explique l'importance du jugement dans l'affaire Ringadoo qui a déjà établi les paramètres de ce qui est permmissible ou pas dans une campagne pré-électorale ou électorale. « Dans l'affaire Ringadoo, le plaignant a pu prouver qu'Ashok Jugnauth avait fait des promesses ciblées à une communauté spécifique de sa circonscription. Il avait, en effet, promis aux Musulmans qu'un terrain serait mis à leur disposition pour la création d'un kabaran. Puisque le Conseil des ministres n'avait rien approuvé en ce sens, il a ainsi été établi que c'était un marchandage en échange de leurs votes, d'autant qu'il lui fallait courtoiser les Musulmans puisque le parti opposant, soit le PTr, avait présenté Rashid Beebejaun comme DPM. Idem pour le recrutement des Health Care Assistants. Il avait ouvert son bureau un samedi pour recruter des gens essentiellement de sa circonscription. D'ailleurs des photos furent produites à cet effet », souligne-t-il.

Dans l'affaire Suren Dayal, les avocats de ce dernier devront prouver, selon Me Sanjay Bhuckory, comment la promesse de la hausse de pension, du remboursement de la SCBG constituent une bribe électoral, et du 'treating' allégué lors de l'événement organisé à l'intention des personnes âgées où du briyani et des boissons avaient été distribuées. Le Senior Counsel estime que cette affaire revêt d'une importance capitale, et le dénouement aura certes des répercussions sur le plan politique.

UP



Rose Blattes

Ce petit bout de femme, du haut de ses 72 ans, n'a pas hésité à sortir l'artillerie lourde pour dénoncer l'injustice dont elle a été victime par l'avoué Dharmaveersing Roopun. Malgré le froid hivernal, elle a entamé une grève de la faim devant la Cathédrale, jeudi, afin de réclamer son dû. Elle martèle que l'avoué en question, frère du Président de la République, lui doit Rs 1, 5 million pour un bien qu'elle a vendu. On ne peut que la saluer pour avoir osé défendre ses droits.

C'EST ÉCRIT

« LPM pé demande Reform Party et En Avant Moris faire l'alliance avec zot et partaze poste PM avec Bodha. Nou pe envie demande ou – Eski ou pou vote pou :

- 3 ans Bhadain et après Bodha 2 ans
- 2 ans Bodha et après Bhadain 3 ans
- Nando Bodha PM pou 5 ans
- Roshhi Bhadain PM pou 5 ans »



Roshhi Bhadain
3 juillet 2023

A ÉTÉ DIT



« No, Mr Speaker, Sir, I am not aware of any letter. If the hon. Member can provide me with this letter, I will certainly ask the [...] It seems he knows about the letter. That is why I am asking. I am not aware! [...] Everywhere? Where? I am not everywhere! [...] I am not a busybody. I do not go and look everywhere. If it is everywhere, hand over a copy to me! You seem to know also. Let me have a copy, hon. Leader of the Opposition! »

(NdlR) : Référence faite à la lettre d'un 'Postal Officer' concernant la livraison contrôlée d'un colis à l'aéroport et publiée en primeur dans notre dernière édition du 2 juillet 2023

Pravind Jugnauth
Assemblée Nationale
4 juillet 2023

DOWN



Question rejetée de Patrick Assirvaden

Une question parlementaire de Patrick Assirvaden sur la raison pour laquelle le Commissaire de police a eu recours à des avocats du privé et la somme qui leur a été payée a été rejetée par le Clerk de l'Assemblée nationale, sans aucune raison valable. Le prétexte, semble-t-il, c'est que cette interpellation va à l'encontre de la section 22(f) des 'Standing Orders' ayant trait à des enquêtes en Cour. Or, cette excuse ne tient pas la route, puisque la question n'a rien à voir avec une quelconque enquête, mais plutôt avec les services légaux retenus. Ce rejet ressemble donc plus à une censure qu'à autre chose.

Faits marquants

7, 1 km de tuyaux remplacés en 7 semaines

À la CWA, on se félicite d'avoir pu remplacer 7,1 km de tuyaux défectueux en sept semaines, de Belle-Mare à Palmar. « Une véritable prouesse », s'est enorgueilli le directeur général de l'organisme, Prakash Maunthrooa. Le travail a été abattu par une équipe composée d'une vingtaine de personnes.



Bruneau Laurette en pèlerinage politique

Va-t-il désert le navire One Moris ? La question est sur toutes les lèvres depuis des rencontres qu'a eues Bruneau Laurette avec Roshhi Bhadain, leader du Reform Party, et ensuite avec Arvin Boolell du PTR et Ivann Bibi du RFP au courant de la semaine écoulée.

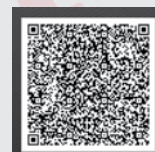


Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Vimen Leaks

Cinq policiers et l'épouse de l'un d'eux entendus par le CCID cette semaine

Cinq policiers, dont un inspecteur, et l'épouse de l'un d'eux, seront appelés par le CCID cette semaine pour donner leur version des faits dans l'affaire *Vimen Leaks*. Cela après que Vimen Sabapati a complété sa déclaration dans l'enquête initiée sur les bandes sonores diffusées par deux radios privées. Un exercice qui a duré pendant plus de deux semaines. Une fois cette étape franchie, Vimen Sabapati a participé, mercredi, à une reconstitution des faits, qui s'est étalée sur plusieurs heures, à commencer par l'aéroport, pour se terminer à Pailles, en passant par diverses autres régions.

À l'aéroport, Vimen Sabapati a indiqué l'endroit où il se trouvait quand il a reçu un message d'un des policiers qu'il a cité dans son affidavit. L'épouse de ce dernier lui avait ainsi exprimé le souhait de rencontrer son mari. De l'aéroport, l'escouade s'est ensuite rendue à Phoenix, Vingta, Vacoas, Medpoint, Plaza, Bagatelle avant de finalement se freiner à Pailles. Vimen Sabapati a expliqué y avoir rencontré les policiers cités dans son affidavit, dont les deux qu'il avait enregistrés.

Les enquêteurs comptent maintenant passer à l'étape supérieure durant la semaine à

venir. Les policiers cités seront ainsi interrogés. À ce stade, la possibilité que deux d'entre eux soient interrogés 'Under Warning' n'est pas à écarter. D'autant que les limiers disposeraient, selon nos informations, de certaines évidences à l'effet qu'ils auraient volontairement sollicité une rencontre avec Vimen Sabapati. Les enquêteurs chercheront ainsi à savoir

pourquoi ils ont voulu rencontrer un homme qui est soupçonné de trafic de drogue et qui avait fait l'objet d'une perquisition par leur unité quelques jours auparavant.

Les Rs 1,5 millions non touchées

Les limiers du CCID s'intéressent également à un autre aspect de cette enquête. Ils veulent comprendre pourquoi l'ADSU n'avait pas initié une enquête sur une somme de Rs 1,5 millions qui se trouvait au domicile de Vimen Sabapati lors d'une descente de cette unité le 8 avril 2021 chez lui à La Caverne, Vacoas. Le principal concerné avait, dans l'une des bandes sonores, avoué la présence de cet argent chez lui. Ce qui avait été confirmé par un policier qu'on pouvait également y entendre.

Bien que Vimen Sabapati ait déjà identifié les policiers concernés, il sera bientôt appelé à participer à une parade d'identification afin de confirmer l'identité de ceux cités dans sa déposition et lors de son interrogatoire. Reste à savoir si les policiers concernés accepteront de participer à l'exercice...



La lutte de Rose Blattes

La grève de la faim d'une septuagénaire pour dénoncer les injustices d'un notaire



C'est l'histoire d'une femme de 72 ans, Rose Blattes, habitante de la capitale. Elle a entamé une grève de la faim devant la Cathédrale depuis jeudi dernier pour dénoncer les injustices commises par le notaire Dharmaveersing Roopun. « *Mon objectif, à travers cette grève de la faim, est de sensibiliser les gens à la prudence* », dit-elle. « *Il ne faut pas faire confiance à tout le monde* », ajoute-t-elle.

Dans une déclaration à Sunday Times, elle affirme avoir été trompée par le notaire. En effet, depuis le 8 juin dernier, elle n'aurait reçu qu'un tiers du montant dû pour la vente d'un bien, d'une valeur de 1,5 million de roupies. Elle explique qu'elle a contacté à plusieurs reprises le notaire en question, mais qu'il ne lui a toujours pas remis la somme due. La septuagénaire explique qu'un chèque de Rs 1 681 750 avait été remis par l'acheteur, et qu'une somme de Rs 1,5 million devait lui être adressée, ainsi qu'à son époux, tandis que le reste revenait au notaire pour les frais de dossier.

« *À plusieurs reprises, je suis allée voir Me Dharmaveersing Roopun, et à chaque fois, il me disait que j'aurais mon argent le lendemain, mais les jours ont passé* », raconte-t-elle. « *Une fois, je l'ai rencontré et je lui ai demandé où était mon argent. Il m'a répondu qu'il allait faire le nécessaire. J'ai également informé la chambre des notaires de ma situation, pour qu'elle puisse me permettre de récupérer mon argent au plus vite. Je suis épuisée et je prends des somnifères, car je n'en peux plus de cette situation* », confie-t-elle. Rose Blattes affirme qu'elle maintiendra sa grève de la faim jusqu'à lundi ou mardi.

Le syndicat des pêcheurs monte au créneau et réclame la démission du ministre Sudheer Maudhoo

« *Ziska zordi nous encore pe atan radio.. nou encore pe atan ban lequipement* », lance le président du Syndicat des pêcheurs, Judex Rampaul. Il déplore la manière de faire du ministre de la Pêche, Sudheer Maudhoo, car cela fait un certain temps que ce dernier n'a pas consulté les pêcheurs. Judex Rampaul regrette que les mesures annoncées dans le budget n'aient pas encore été concrétisées, et le fait qu'aucune discussion, qu'aucun dialogue, ni même de réunions n'aient eu lieu avec le ministère de la Pêche depuis le début de l'année. « *Il n'est pas acceptable que le ministère fonctionne de cette manière ! Je me demande quel est*

le rôle du ministre, alors qu'il est élu par le peuple et ne tient pas compte des préoccupations de la population ? », interroge-t-il.

Notre interlocuteur trouve aberrant que le ministre ait failli à ses responsabilités, et demande sa démission. De plus, il revient sur les prêts contractés par les pêcheurs auprès de la DBM, qui devaient être annulés à partir du mois de juillet, selon le ministre des Finances, qui avait ajouté que les pêcheurs n'auraient rien à rembourser. Cependant, selon eux, ils ont déjà rempli leurs formulaires auprès de la banque et dénoncent l'existence de frais supplémentaires à payer.

Le porte-parole des pêcheurs souligne qu'il est inutile de faire des promesses en l'air.

Concernant la manière dont la DBM procède dans cette démarche, il suggère qu'au lieu d'inviter les pêcheurs à remplir des formulaires, il aurait été préférable de leur envoyer des correspondances pour les informer de l'annulation de leur prêt, puisque toutes les données sont déjà disponibles dans le système de la banque. « *Le syndicat des pêcheurs est déçu, car rien n'est fait pour soutenir les pêcheurs* », affirme Judex Rampaul. Il estime qu'il est grand temps de mettre en œuvre les mesures annoncées.

‘Central Medical Procurement Authority’ (CMPA)

Une poule aux œufs d'or pour les protégés du pouvoir

Rs 2 milliards. C'est le budget annuel dont dispose le ministère de la Santé pour l'achat des médicaments et des équipements médicaux. Sur un mandat de cinq ans donc, la Santé gère une enveloppe de Rs 10 milliards pour ces acquisitions. Un montant faramineux qui nécessite un contrôle rigoureux, d'autant qu'il s'agit de fonds publics. Et c'est la raison pour laquelle les procédures se faisaient jusqu'ici à travers le ‘Central Procurement Board’ (CPB), qui est régie par la ‘Public Procurement Act’. N'empêche que des failles existaient, comme on en a vu avec l'affaire des ‘emergency procurements’ durant le confinement. D'où la nécessité de revoir ce mécanisme, comme l'ont déjà souligné le rapport de l'Audit et celui du ‘Public Accounts Committee’ (PAC). Imaginez maintenant que ces achats s'élevant à Rs 2 milliards par an ne passent plus par un organisme public, mais un organisme indépendant avec, à sa tête, des nominés politiques. C'est là qu'entrent en jeu des possibilités de favoritisme et de corruption...

C'est quoi la CMPA ?

Un organisme « indépendant » à la solde du GM

La ‘Central Medical Procurement Authority’ (CMPA) est censée être un organisme indépendant qui sera régi par la ‘Central Medical Procurement Act’, une fois celle-ci promulguée. Outre les achats du ministère de la Santé, elle sera aussi impliquée dans le processus d'appel d'offres. Qui plus est, elle sera également appelée à « *oversee the management of the contract and evaluate and rate the performance of suppliers, which is not currently done by the CPB* », selon les explications du ministre Kailesh Jagutpal au Parlement le 20 juin dernier, lors de la présentation du projet de loi. Encore plus interpellant, elle sera dirigée principalement par des nominés politiques, choisis par le Premier ministre.

Constitution du board

Des nominés politiques tirés par des ficelles

Le conseil sera composé d'un chairman, de deux vice-présidents et de quatre membres. Un seul de ces quatre membres devra être un employé du ministère de la Santé. Les sept personnes seront toutes nommées par le Premier ministre. Sur papier, ce sera après consultation avec le leader de l'Opposition. Mais en réalité, ce ne sera que pour la galerie, puisque ce sera le chef du gouvernement qui décidera. Ce sera donc un board essentiellement composé de nominés politiques, soit six au total, excluant le représentant de la Santé qui devrait être un fonctionnaire.

En d'autres mots, le board sera soumis au diktat du gouvernement. Ce qui ne résout absolument pas le problème lié aux instructions ministérielles dont avait fait état le rapport du PAC en ce qu'il s'agit des “emergency procurements”. Celui-ci avait fait état du témoignage d'un fonctionnaire qui avait soutenu que « *when the Minister comes from the Committee [the said High Level Committee], the Minister received instructions and we execute as executors of decisions, of policy decision* ». Le problème d'ingérence politique, au lieu d'être minimisé, serait ainsi amplifié, avec des risques accrus de favoritisme.

Pourquoi cette législation interpelle ?

La part belle au favoritisme

Primo, avec la création de la CMPA, le risque que des contrats taillés sur mesure soient alloués aux proches du régime s'aggraverait. Puisque cette autorité, dirigée par des nominés politiques, préparera elle-même les appels d'offre et allouera elle-même les contrats. Les quincailleries et autres bijouteries pourraient de nouveau se voir privilégiées pour la fourniture des masques médicaux. Ou sinon, Hyperpharm ou CPN Distributors Ltd pourraient, une nouvelle fois, être appelés à fournir des médicaments à des prix exorbitants, comme dans le cas de l'affaire Metformin et celle de Molnupiravir. Ou verra-t-on probablement un autre épisode d'« *unsolicited bid* », comme dans le cas *Pack & Blister*, par l'entremise de conseillers au PMO ?

Secundo, pour la transparence, il faudra repasser. Même si l'organisme sera appelé à soumettre ses comptes au Directeur de l'Audit, il pourra s'en passer, sans grand problème. Car, selon le député Reza Uteem, 40% des organismes statutaires n'y soumettent pas leurs rapports financiers. D'ailleurs, la CMPA ne sera pas redevable envers le PAC. C'est l'opacité qui va prévaloir.

Tertio, cette législation est synonyme d'une motion de blâme contre les fonctionnaires, pourtant acclamés par le gouvernement durant la pandémie. Puisque ces derniers seront carrément exclus du board. D'ailleurs, le seul représentant du ministère qui y siégerait pourrait être sanctionné par le Premier ministre, suivant un rapport défavorable du ministre de la Santé alors que généralement, c'est la ‘Public Service Commission’ (PSC) qui est habilitée à sanctionner un fonctionnaire. Impossible aussi de faire appel au ‘Public Bodies Appeal Tribunal’ (PBAT).

On se souviendra d'ailleurs que c'est un fonctionnaire, en l'occurrence un ‘Principal Pharmacist’ qui avait été inquiété dans l'affaire Molnupiravir, alors qu'il était clair qu'il n'avait fait que suivre des instructions venant de ses supérieurs. Heureusement que la Cour a finalement tranché en sa faveur.

Ils ont dit

« The most scandalous bill »

Dr Arvin Boolell, chef de file du PTr au Parlement : « *Contract will be tailor-made and selective pre-qualified bidders will laugh all the way to the bank [...] The contracts will be juicy and alternative methods of procurement open a floodgate for fraudulent and corrupt practices* ».



Reza Uteem, député du MMM : « *You're taking public funds away from civil servants who are appointed by PSC. You are giving it to an Authority whose members will be hand-picked by the hon. Prime Minister, whose Director General will be hand-picked by the hon. Prime Minister, whose salaries will be determined by the hon. Prime Minister just like the Director of ICAC. And this is okay?* »



Eshan Juman, député travailliste : « *Sommes-nous à travers cette section 24, 5 (a) et (b) en train de légaliser ce qui s'est passé dans le cas de Pack & Blister ? Est-ce qu'on est en train de légaliser ce qui s'est passé dans le cas de Molnupiravir ?* ».



Nando Bodha : « *Maintenant, laissez-moi voir la question de nomination. The Authority shall be administered by a Chairperson. The Chairperson will have wide experience in procurement, administration, financial, legal, engineering or medical field. Ben, je me demande si le Premier ministre a un oiseau rare et quand je vois le pattern de nomination du MSM, on sait toute suite ce qui va se passer. We know that it is not going to be the right person in the right place* ».



Enseignement de l'arabe à Maurice

Manque d'enseignants et nivellement par le bas

C'est la consternation parmi les enseignants et les étudiants en langue arabe. S'ils sont de moins en moins nombreux ces dernières années, cela s'explique par plusieurs facteurs, qui peuvent laisser croire qu'une machination est à l'œuvre pour venir à bout de l'enseignement de l'arabe à Maurice.

À ce jour, selon le président de l'*'Arabic Teachers Union'*, Azhar Ali Hosany, les enseignants d'arabe manquent à Maurice. « Les enseignants partant à la retraite ne sont pas remplacés dans les délais, ce qui a un impact direct sur le bon déroulement de l'enseignement », explique-t-il. Il souligne également le fait que certains enseignants sont affectés dans deux établissements scolaires. « Ena professeur faire 2 zour dan enn lekol, 3 zour dans enn lot lekol. Ladan zelev la ki penalize. Pena enn flow ek le contact entre prof-elev li limiter, ena boku professeur, surtou bann madame, zot gayn bann 'burn-out' », déclare-t-il.

Dans le primaire, il y a environ 87 enseignants en langue arabe. « Il faut prendre en compte que le *Nine-Year Schooling* a chamboulé la continuité de l'enseignement. Avant enn zelev ti kav kumens aprann arabe à zéro dans Form 1, aster li oblize inn commence arabe en

primaire pou ki li kav contigne fer li en secondaire, car bann program la li de grade 1-9 », insiste Azhar Ali Hosany.

Remise en question du 'Nine-Year Schooling'

Un enseignant d'arabe du secondaire, qui a préféré témoigner sous couvert d'anonymat, parle d'un amateurisme sans précédent de la part du ministère de l'Éducation. Il énumère plusieurs points, notamment en ce qui concerne un nivellement par le bas dans la gestion de l'enseignement des langues orientales, plus précisément pour l'arabe et le tamoul.

« Depuis 2018, c'est Cambridge qui contrôle entièrement les examens du SC et du HSC pour la langue arabe. Nous ne sommes pas exposés à cette langue et nous ne sommes pas des 'Native Speakers'. Pourtant, les examens sont de niveau 'Native Speakers', c'est-à-dire ceux qui vivent dans les pays arabophones. Même nos enseignants trouvent le niveau des examens très élevé. Comment pensez-vous qu'un étudiant puisse bien travailler ? », déclare l'enseignant du secondaire.

Ce dernier déplore également le manque croissant d'enseignants au niveau du secondaire. « Lor papier li facil, mais lor terrain, li bien difficile pour execute tou sa travail la ek tigrit resource ki ena...



nou bann zelev ki perdant ladan. Li chagrinant pu trouv ki ena boku bon zelev oblize drop arabe aköz zot trouv sa nivo papier Cambridge la pas pu Maurice, de ce fait, dans place al gayn 'pass' ou 'fail', zot prefer al fer enn lot sujet », ajoute-t-il.

Selon notre interlocuteur, les 'policy makers' et l'*'Arabic Speaking Union'* auraient dû être les premiers à identifier les problèmes afin de trouver une solution.

Absence de mesures concrètes

Le vice-Premier ministre, Dr Anwar Husnoo, avait fait des promesses lors de la Journée mondiale de l'arabe le 17 décembre dernier, à l'auditorium Octave Wiehé de l'Université de Maurice. Il

s'engageait à remédier à la situation, notamment en ce qui concerne les examens du SC et du HSC, afin d'avoir des épreuves adaptées aux étudiants mauriciens. Or, jusqu'à présent, aucune mesure concrète n'a été annoncée pour leur donner confiance.

Une autre promesse faite par le vice-Premier ministre était que les enseignants recrutés en tant que 'supply teachers' dans les établissements secondaires seraient confirmés à leurs postes, mais cela n'a pas encore été concrétisé.

Néanmoins, le président de l'*'Arabic Teachers Union'* tient à préciser qu'il a fallu porter une affaire devant l'*'Equal Opportunity Commission'* pour que 14 enseignants soient promus au poste de directeur adjoint dans des écoles primaires, contre seulement trois en 1995. Malgré cela, ces derniers continuent d'enseigner, faute de recrutement, déplore-t-il.

« Bann supply teachers vu ki zot lor kontra, plus de 50% fini aller kan arriv au milieu l'année, lerla ki travay la vinn difcil, ladan Human Resource du ministère ki pa konn gérer. zot amenn politik kot fer paret ki zot anvi ki la langue arabe al mort dans moris », conclut-il.

Sa question parlementaire rejetée

Patrick Assirvaden ne baisse pas les bras

La question parlementaire qui devait être adressée par le député Patrick Assirvaden au Premier Ministre Pravind Jugnauth, concernant les honoraires des avocats du privé engagés par le Commissaire de police Anil Kumar Dip, a été rejetée. Le député souhaitait obtenir la liste des affaires pour lesquelles le CP a fait appel à des avocats privés, en indiquant leurs noms et les frais qui leur ont été versés. Il voulait également savoir pourquoi la 'State Law Office' n'a pas été envisagée pour ces affaires.

Patrick Assirvaden qualifie le rejet de sa question d'acceptable, mais affirme qu'il reste déterminé. Il insiste sur le fait que sa question est conforme aux 'standing

orders'. Dans une correspondance adressée au 'Clerk' de l'Assemblée nationale, le député du Parti Travailliste demande que sa question parlementaire soit réintégrée pour la séance du mardi 11 juillet 2023. « I wish to reiterate to your good office that I am of the opinion that the question (a) is very much in order; (b) is of public interest and, (c) that payments, if any, is funded through public fund », soutient-il dans sa correspondance.

Pour l'heure, il ne souhaite pas s'étendre davantage sur le sujet, et attend d'obtenir une réponse officielle à sa lettre avant de décider de la marche à suivre.

MPA

Des employés dénoncent des recrutements controversés

Des employés du département des ressources humaines de la MPA montent au créneau pour dénoncer des cas d'abus et de favoritisme. Dans une lettre adressée au Premier ministre le 3 juillet dernier, ils déplorent la façon dont une HR Manager a été recrutée en octobre 2022. Selon eux, cette dame ne correspondrait pas au profil requis pour ce poste. Raison pour laquelle elle ne figurait pas sur la

liste initiale de ceux qui devaient être interviewés. Mais son nom serait par la suite apparu « miraculeusement » sur cette liste, avec la bénédiction de deux autres cadres. La raison avancée par ces derniers serait simple : « Nou fine gagne instructions depi lao... ».

Ce n'est pas tout, puisque ces deux cadres auraient également siégé au comité d'entretien, alors qu'il y avait un

conflit d'intérêts. Mais ce qui interpelle davantage, c'est que les 'particulars' de la HR Manager auraient changé du jour au lendemain. Le recrutement d'un HR Advisor/ Consultant est également contesté. Les employés s'élèvent contre la « mort » de la méritocratie à la MPA. Ils demandent ainsi au chef du gouvernement d'initier une enquête sur ces recrutements, au nom de la transparence.

Meurtre de Jayraz Bissoondoyal

Le jugement de deux accusés rendu les 14 & 26 juillet

L'enquête sur le meurtre de Jayaz Kissoondoyal, un habitant de Poudre d'Or alors qu'il était âgé de 54 ans, rebondit. Les trois présumés coupables, Dayanand Dandylall, Nidesh Bankay et Kavishsingh Gobin, ont été maintenus en détention après leur comparution devant le 'Bail and Remand Court' de Port Louis le mercredi 5 juillet. Le jugement pour deux des accusés sera rendu le 14 et le 26 juillet prochains.

Pour rappel, les faits se sont déroulés le 21 avril dernier sous la véranda d'une boutique après une soirée bien arrosée à Poudre d'Or. Une dispute avait éclaté, avant de prendre une tournure sanglante. La victime a été retrouvée inconsciente avec des blessures au visage. Après une intervention chirurgicale, elle a été admise à l'unité des soins intensifs de l'hôpital SSRN, mais elle a malheureusement rendu l'âme le jeudi 4 mai.

Renversé par un policier qui a tenté de « devire lenket »

Le dernier anniversaire tragique de Tasleem Jahamal

La vie de Mahani Jahamal a basculé du jour au lendemain, lorsqu'elle a tragiquement perdu son fils dans un grave accident survenu à Trou-aux-Biches, le 1er juin dernier. En tant que maman, elle est anéantie, d'autant que c'était son fils aîné. « *Sa zour ki li faire accident la mo garcon tiena so l'anniversaire* », pleure-t-elle. Jamais elle n'aurait pu imaginer perdre son fils dans de telles circonstances.

Témoignant au micro de Sunday Times, Mahani Jahamal raconte que ce jour-là, Tasleem, âgé de 46 ans, était allé célébrer son anniversaire avec des amis à la plage de Trou-aux-Biches. Sur le chemin du retour, il a été percuté par une voiture, dont le conducteur était un policier. Tasleem circulait à vélo au moment de l'accident. Le chauffeur a, quant à lui, pris la fuite, laissant le quadragénaire gisant dans une mare de sang. Il a été rapidement transporté à l'hôpital SSRN, où il a été admis à l'unité des soins intensifs. Malheureusement, après 23 jours d'hospitalisation, Tasleem a succombé à ses blessures.

Après ce grave accident, Mahani Jahamal affirme que sa vie a complètement changé. Son fils était l'un des piliers de la famille et contribuait financièrement aux dépenses, en travaillant comme maçon. Elle souligne que son fils, qui vivait avec elle après sa séparation avec son épouse, n'avait jamais eu de problèmes avec son entourage, et qu'il était un bon garçon.

Kabir Golap Khan, le neveu du défunt, explique que le jour de l'accident, il

a rencontré son oncle et lui a proposé de le ramener à la maison, mais il a refusé. À un moment donné, il a entendu un bruit sur la route et en se rendant sur les lieux, il a découvert que c'était son oncle qui avait été percuté par une voiture. Il s'est alors précipité pour informer sa grand-mère de l'accident. Kabir n'arrête pas de regretter ce qui s'est passé. Il se dit que s'il avait insisté pour ramener son oncle à la maison ce jour-là, ce dernier serait encore parmi eux aujourd'hui. « *Mo pas ti atan ki mo mamou pou aller dans sa circonstances la... Sa accident la pou reste gravé dans ma mémoire. Je n'ai pas pu sauver mon oncle alors que cela s'est passé devant mes yeux* », regrette-il.

La famille dit ne pas savoir ce qui se passe réellement au niveau de l'enquête policière. La belle-sœur de la victime affirme qu'ils n'ont appris les informations concernant le chauffard que par le biais des journaux. Ils souhaitent être tenus au courant de l'avancement de l'enquête, et demandent que justice soit rendue à Tasleem.

« Devire lenket »

Le constable ayant commis l'accident roulait à vive allure et ne s'est pas arrêté après l'accident. Selon la police, il aurait par la suite demandé à une autre personne de prendre la responsabilité de ce délit de fuite, en échange de Rs 10 000. Ce n'est que le lendemain de l'accident qu'un employé d'hôtel de 37 ans s'est rendu au poste de police de Trou-aux-

Biches pour déclarer qu'il était le conducteur impliqué dans ce drame. Une plainte provisoire pour 'involuntary wounds and blows by imprudence' avait alors été déposée contre lui, suite à quoi il a été arrêté, puis relâché le 5 juin.

Le 26 juin, le présumé suspect avait été convoqué au poste de police pour être interrogé dans le cadre de l'enquête. Après le décès de la victime toutefois, l'employé d'hôtel s'est présenté de nouveau au CID de Trou-aux-Biches, accompagné de son avocat, et a donné une autre version des faits concernant cet accident fatal. C'est là qu'il a expliqué à la police qu'il avait été approché par un policier de 22 ans, qui lui aurait demandé de prendre la responsabilité de ce délit moyennant le paiement de Rs 10 000.

Ce n'est que le lendemain que le policier en question, un dénommé Eshwaesing Runjeet, résidant à Petit-Raffray et affecté au poste de police de Trou-aux-Biches, a été convoqué. Il s'est présenté avec son avocat et a déclaré à la police qu'il n'était pas en mesure de faire une déclaration. Lors de l'exercice d'identification, le présumé suspect



Tasleem venait de célébrer son dernier anniversaire avant d'être victime de l'accident qui lui a coûté la vie



Mahani et Kabir, mère et neveu de la victime

a identifié le policier en question. Ce dernier a été arrêté et placé en détention au poste de police de Pamplemousses.

Une plainte a été déposée contre lui le 30 juin 2023, et il a été traduit en justice devant le tribunal de Pamplemousses pour 'involuntary Homicide by imprudence'. Il devrait être maintenu en détention jusqu'au 7 juillet 2023.



Air Mauritius Yogita Baboo se bat contre l'injustice

« Ce n'est pas évident de se battre contre une compagnie aussi grande qu'Air Mauritius, mais je n'ai peur de personne. Mo pa dwa person. Monn arrive kot mo ete lor meritokrasi ek valeur ki mo parents inn enseigne mwa ». C'est ce qu'a déclaré la présidente de l'AMCCA (Air Mauritius Cabin Crew Association), Yogita Baboo, à sa sortie d'un comité disciplinaire qui s'est tenu le mercredi 5 juin, au siège d'Air Mauritius.

Tout a commencé par une émission radiophonique, le 25 avril dernier sur les ondes de Top FM et Top TV, lors de laquelle elle a exprimé ses

préoccupations au sujet de 15 employés de MK qui ne peuvent travailler depuis deux ans, en raison de leur refus de la vaccination anti-Covid rendu obligatoire pour le personnel navigant. Cela lui a valu une convocation à un comité disciplinaire. Dans sa lettre de convocation, signée par de la 'Human Resource Manager' d'Air Mauritius, une sanction potentielle de 'dismissal' est évoquée, si les explications fournies par la syndicaliste ne sont pas satisfaisantes pour la direction.

Radhakrishna Sadien, président de la 'State and Other Employees Federation', à laquelle l'AMCCA est affiliée, trouve cette situation « inacceptable ». « Air Mauritius persiste dans cette voie de manière obstinée. Il y a une violation de la loi du travail. Il s'agit même d'un cas de harcèlement contre Yogita Baboo, qui exerce ses fonctions de syndicaliste depuis un certain temps. Ce comité

disciplinaire est un autre exemple de ce qu'elle subit. Ils veulent sa tête », estime-t-il.

La syndicaliste était soutenue par un comité de soutien. Rajen Valayden estime qu'il est important que les syndicalistes puissent défendre les droits des travailleurs au sein des différentes entités paraétatiques. « Feel good factor, mais selma dimoun pé ramasse bezer dans sa pays la », a-t-il ironisé. Le citoyen engagé déplore également l'attitude de Ken Arian, président d'Airports of Mauritius Co Ltd, en ce qui concerne la vente, la location et l'achat des avions d'Air Mauritius. « C'est bann gro scandales ! », martèle Rajen Valayden.

Étaient également présents lors de la manifestation les députés du Parti Travaille, Arvin Boolell, Eshan Juman, Stéphanie Anquetil et le Dr Farhad Aumeer. « Nous soutenons Mme. Yogita Baboo dans cette

démarche puisqu'elle milite pour la justice », a souligné Arvin Boolell.

Stéphanie Anquetil, députée travailliste, a le sentiment que ce gouvernement veut étouffer la voix des syndicalistes. « En tant ki enn descendente d'enn fami syndicaliste, nou pa kav rest les bras croisées, li injuste saki pe arrive sa madam la ! », dit-elle.

De son côté, Eshan Juman a souligné que « bann lezot compagnies nepli ena sa bann restrictions la et pe permet zot employé travail avec test PCR. Li anti démocratique saki pe arive la ». Le Dr Farhad Aumeer, a abondé dans le même sens et a souligné que le pays n'est plus en situation d'urgence médicale. « Li ti pu pli simple si ti fer zot fer enn test PCR et permet zot reprend zot travay. En tant que medecin, sa bann dimounn la ti ena droit pas fer vaccin, zot pa finn commet okenn faute professionnel ! », s'indigne le Dr Aumeer.

Jesha Boodram : « Il faut valoriser la connaissance et la valeur du droit »

Jesha Boodram, une avocate âgée de 28 ans et résidant à Triolet, partage avec nous sa passion pour le droit. Animée par une soif de justice et une passion pour le système judiciaire, Jesha s'est engagée dans cette voie car elle souhaitait ardemment devenir avocate et réaliser le rêve de son défunt père. *« L'envie d'aider les gens, de contribuer activement à la société, de voir la loi être appliquée et la justice rendue, de pouvoir partager et exercer une profession où je peux aider autrui tout en partageant mes connaissances juridiques et en informant la population concernant ses droits, m'a poussée à avancer dans cette profession »*, nous confie-t-elle.

En tant que fille de planteur, Jesha a dû persévérer pour arriver là où elle est aujourd’hui. Elle a étudié le droit à l’Université de Maurice, a décroché son ‘Bachelor’ en 2018, puis a obtenu son ‘Graduate diploma in Law’ (GDL) à l’UCLan en 2019. Elle a ensuite poursuivi ses études à l’Université de West of England à Bristol, et a dû rentrer à Maurice et poursuivre ses études en ligne en raison de la pandémie de Covid-19. Elle a alors fait face à la difficulté des études de droit, qui nécessitent une grande concentration. De plus, à son retour au pays, elle a été placée en quarantaine et devait malgré tout suivre ses cours en ligne. « *Ce n’était pas facile, nous devons rester éveillés pendant des heures en raison du décalage horaire* », ajoute-t-elle.

Revenant sur son parcours, Jesha nous raconte qu'elle a étudié les sciences durant ses études secondaires, puis la comptabilité à l'Université de Maurice. « *Finalement, j'ai ensuite décidé de m'inscrire à des cours de droit à l'UoM* »,

dit-elle. En revenant d'Angleterre, elle a entamé son stage (pupillage) lors duquel elle a perfectionné ses compétences sous la direction de grands noms du barreau tels que Jean Christophe Ohsan Bellepeau, Me. Bhanji Soni, Me Patrice Doger de Speville, et d'autres. Ce fut des expériences extrêmement enrichissantes pour elle.

« J'ai été exposée aux litiges civils, au droit des sociétés, aux conseils juridiques, ainsi qu'à des litiges criminels. Je tiens également à souligner que j'ai beaucoup appris auprès de Me Angélique Desvaux de Marigny », relate la jeune avocate.

Par la suite, Jeshia a commencé à exercer avec Michael King Fat, un avocat brillant spécialisé dans les litiges industriels, qui lui a donné l'opportunité de travailler en tant qu'avocate junior sur un cas spécifique impliquant la SBM. Deux mois après avoir prêté serment, son nom est apparu dans une décision en faveur de la SBM à la Cour suprême, et sept mois plus tard, Me. Anoup Goodary lui a donné l'opportunité de travailler dans une affaire de drogue. *« J'ai assisté à des enquêtes, à des reconstitutions de faits en tant que Counsel, et même à des affaires provisoires de meurtre. Cela a été à la fois un défi, une occasion de plaider devant la Cour suprême, et d'acquérir de l'expérience »*, raconte-t-elle.

Sa principale source de motivation a toujours été sa mère. Lorsque Jeshna a exprimé son désir de se lancer dans le droit, elle l'y a encouragée. *« Mon père aussi, mais malheureusement il est décédé en 2014 d'un arrêt cardiaque. Toutefois, je suis convaincue que ses souhaits me suivent et me suivront toujours, car il a toujours désiré que je brille et atteigne*

mes objectifs, ce que j'ai fait aujourd'hui », dit-elle avec émotion et fierté.

Si elle avait un message à faire passer aux jeunes, elle leur dirait de croire en leurs rêves et de les poursuivre, même les plus incroyables. Elle insiste sur l'importance de travailler dur et de faire confiance à ses instincts. « *Faites-vous confiance et vous réussirez dans tout ce que vous entreprendrez dans la vie. Et rappelez-vous que tout ce qui se présente à vous pour vous décourager vous aide en réalité, vous façonne et vous motive encore davantage. Vous êtes destiné à briller dans la vie, poursuivez vos rêves !* », proclame-t-elle.

Pour Jesha, la société représente l'unité, un ensemble de personnes où chacun joue un rôle primordial et mène chaque jour un combat pour apporter sa contribution, que ce soit économiquement, financièrement ou culturellement. « *La société, c'est nous, c'est notre origine, notre appartenance, notre identité* », scande-t-elle.

Par ailleurs, elle fait le constat qu'il y a un manque de formation juridique. Bien que la loi soit censée être connue de tous dès lors qu'elle est promulguée, il arrive parfois que cela ne soit pas pris suffisamment au sérieux. Selon elle, il est nécessaire de mettre en avant et de valoriser davantage le partage des connaissances en matière de droits, en particulier ceux liés aux valeurs humaines, et de les appliquer correctement. « *Cela se fait déjà, mais il est nécessaire d'éduquer et d'informer chacun d'entre nous afin de*



progresser davantage », explique-t-elle.

« J'éprouve une grande admiration et un profond respect pour le système judiciaire, qui est une institution primordiale dans la société, et qui fonctionne correctement grâce à la contribution de chaque officier, magistrat et juge qui travaillent très dur pour appliquer la loi correctement dans chaque affaire. J'observe des cas sans précédent qui prennent de plus en plus d'ampleur dans la société, et reste investie et attentive. Cela façonnera considérablement l'avenir. Malgré tout, je reste positive, car c'est ce que l'on m'a enseigné. L'évolution est active, progressive, et c'est ce qui donne forme à l'ensemble », conclut-elle.

Libre Expression

Bone Conduction

Revolutionizing Audio Technology for Enhanced Hearing

By Muhammad Umar



Bone conduction technology has emerged as a groundbreaking innovation in the world of audio and listening/hearing. Developed as an alternative to traditional headphones, this technique has revolutionized the way we listen to music and communicate. Bone conduction directly transmits sound vibrations through the bones of the skull to the inner ear. Unlike conventional headphones which need to be placed on ear or inside.

The concept of bone conduction dates back to the 19th century when Ludwig van Beethoven, a renowned composer, famously used it to overcome his hearing loss. However, it is in the late 20th century that the technology began to be explored for commercial applications and now, companies like AfterShokz.

Bose, and Sony have introduced bone conduction headphones, earbuds, and even eyeglasses.

Bone conduction technology by bypassing the eardrum, offers a safe and comfortable listening experience, allowing users to remain aware of their surroundings while enjoying music or receiving audio notifications. It has proven to be particularly useful for

athletes, cyclists, and individuals with hearing impairments, as it does not obstruct the ear canal.

Future of bone conduction technology appears promising. Continued advancements in materials, designs, and miniaturization will likely lead to even more compact and stylish products. With the growing demand for wearable devices, bone conduction technology is expected to play a crucial role in the development of smart glasses, hearing aids, and augmented reality headsets.

How it works

Sound production: The audio source, e.g. music player or smartphone, generates an electrical signal that represents the audio content.

Conversion to vibrations: The electrical signal is converted into mechanical vibrations by a transducer or driver unit, which is typically placed in contact with the bones around the ear.

Skull vibration: The mechanical vibrations produced by the transducer travel through the bones of the skull, including the jawbones and cheekbones, which act as conduits for the vibrations.

Inner ear stimulation: The vibrations reach the cochlea, a spiral-shaped organ in the inner ear responsible for converting mechanical vibrations into electrical signals that the brain can interpret as sound. The cochlea detects the vibrations and sends corresponding electrical signals to the brain, allowing the user to perceive sound.

The unrest in France

What is unfolding in France is a natural consequence of the French colonial History of assimilation, looting and violence. The indigenous people had to assimilate French culture and become coloured French, their natural resources were made to enrich the "metropole" and their reserves were stacked in the Bank of France; opponents were hacked or as in Madagascar, flown and dropped to the ground or as in Guinea, the population was subjected to the practice of "Scorched Earth" policy.

The Harki who fought against the independence of their own Algeria had to take refuge in France after the liberation of their country and thus were among the first Algerian wave that settled in France. Cohabitation among different cultures is problematic. The English preferred Brexit to get rid of Christian East European Whites on their soil. Now, they are living together peacefully among Whites, Blacks, Browns

of different religions and a multitude of languages requires an ingenuity that defies the imagination.

The French melting pot erupts once a while and has in the past week. The blame game has started. The Blacks and the Arabs, nicknamed "bougnoles", complain of discrimination on the street,

in pubs, on employment and on their dress and their food. One can remember the jibes addressed to Tobira on football stadiums, on pork forced upon Muslim children by Sarkozy in French schools, on the ban of the "horni" in government buildings or on Muslim sportswomen. Arabs and Africans are blamed to be lazy and thriving on the French dole as if the

"gilets jaunes" are angels. Adding insult to injury, the French policeman who murdered the teenage Arab is benefitting from a cloud funded largesse of over a million Euros while the victim's mother is ignored as a lesser human being.

France has to do some serious introspection. She has the solution.

The mantra is Liberté, Egalité, Fraternité that should be applied indiscriminately. As the inheritors of the great values of the French revolution, she should know that one catches more flies with honey than with vinegar. With guns, you kill people not the social disease. The chickens have come home to roost. Instead of helping NATO to bomb Libya to the stone age and murder Khadafi, of picking fights with Turkey in Algeria and in the Black Sea and with Russia and China in Ukraine, Macron who pretends to be a modern Napoléon, should look inside the Hexagon and address the problem of the people who elected him.



Khutbah

La Réflexion du Vendredi

Affamés, délogés et privés d'emploi

« Ô vous qui croyez ! Ne prenez pas pour alliés ceux qui ne sont pas de votre religion car ils ne manqueront pas de vous bouleverser. Ils souhaiteraient que vous soyez en difficulté. La haine certes s'est manifestée dans leurs bouches, mais ce que cachent leurs poitrines est encore plus énorme. » Surah Al'i Imraan (3), verset 118

Dans quel monde vivons-nous ? Un pays Musulman peut dépenser \$214m pour le salaire d'un joueur de foot, mais ne peut donner 50m pour nourrir 2m de Palestiniens affamés à Gaza ?

Dans quel monde vivons-nous ? Un pays Musulman peut dépenser \$46md dans la construction d'un édifice de la honte, mais ne peut pas offrir 50m pour sauver les Palestiniens de la famine, de peur d'être accusés de soutenir le terrorisme ?

Dans quel monde vivons-nous ? Des multi millionnaires disposent de \$50m en banque, mais ne peuvent offrir à manger aux Palestiniens, de peur d'être accusés de soutenir le terrorisme ?

Ces questions sont d'actualité depuis l'annonce, cruelle, froide, de l'Organisation des Nations Unis, plus particulièrement son département d'aide alimentaire, le Programme alimentaire mondial (PAM), qu'elle ne pourra pas poursuivre, à partir de juillet, son

programme de *food vouchers* aux deux millions de familles Palestiniennes, enclavés dans le camp de concentration de Gaza, et aux autres Palestiniens sans emploi. Cette décision intervient après que le PAM ait frappé à toutes les portes, que ce soit la Turquie, l'Arabie, l'Egypte, d'autres pays Musulmans, ou encore l'Europe.

Il faut savoir que le taux de chômage sur les territoires occupés est de 50%, avec nettement plus de 50% rien qu'à Gaza. Car pour pouvoir travailler, les Palestiniens, vivant sous le régime d'apartheid d'Israël, doivent disposer d'un permis de travail, permis qui n'est octroyé qu'après maintes tracasseries administratives et des frais exorbitants. L'exemple de cette famille de sept enfants, de Gaza, cité par Al Jazeera, dont la mère est graduée en chimie et le père en psychologie, et qui ne peuvent pas obtenir des permis de travail, devait illustrer la cruauté, la barbarie de la politique d'apartheid d'Israël. Ils dépendaient, jusqu'ici, du *Food voucher* du PAM pour survivre, dans l'humiliation.

Non contente de les priver de moyens pour leur rendre leur dignité, l'armée israélienne a décidé récemment de démolir leur maison. Les voilà sans toit, sans emploi, et sans soutien financier. Tandis que MBS et ses amis paient plus de \$200m à Ronaldo annuellement

pour jouer au foot. Pour revenir à l'emploi des Palestiniens, il faut savoir qu'ils sont, pour la plupart, employés dans l'industrie de la construction. Et ils doivent savoir que cette manne ne durera pas.

En effet, un conglomerat indien, avec lequel traite aussi l'Arabie Saoudite et MBS, a négocié avec le gouvernement de Netanyahu, auquel il a aussi vendu le système de contrôle et de surveillance technologique le plus sophistiqué, (par ailleurs décrit dans le livre *The Palestine Laboratory* de Anthony Loewenstein), l'emploi, sous contrat, d'un premier contingent de plus de 34 000 ouvriers indiens pour le secteur de la construction. Israël est conscient qu'il peut compter sur ses alliés pour défendre son système d'apartheid. Les mots "droits humains" ne s'appliquent pas à Israël. L'apartheid est si efficace qu'elle peut remplacer les Palestiniens par les Indiens.

Par l'importation de la technologie de surveillance pour Israël, le même conglomerat indien, dont nous tairons le nom pour l'instant, a démontré son appréciation de la façon dont ce régime d'apartheid contrôle les Palestiniens, les prive de leurs droits, et les maintient dans un état de soumission et d'oppression, les traitant pire que des animaux. Il faut savoir que ce groupe n'est pas qu'un conglomerat indien,

il est aussi un supporter massif de l'idéologie de "l'hindutva" en Inde. Il n'opère certes pas dans un vacuum, il ne fait que profiter des rapprochements entre les gouvernements israélien et indien, investissant plus de \$1,2 md dans l'économie israélienne en achetant une partie du port de Haïfa.

Cette suite d'événements doit nous rappeler, à nous et à ceux qui détiennent le pouvoir de décision du monde musulman, de l'avertissement d'Allah :

« Ô vous qui croyez ! Ne prenez pas pour alliés les mécréants au lieu des croyants. Voudriez-vous donner à Allah une preuve évidente contre vous ? Surah An Nisaa (4) verset 144.

Nos frères et sœurs de la Palestine ont atteint les limites de la peur, de la patience. Ils sont en train de crier : « A quand l'aide d'Allah ? »

Associions-nous à eux pour demander l'aide d'Allah. Peut-être serait-il temps de faire appel aux armées musulmanes en dépit de leurs chefs politiques ?

Et Allah (SWT) de nous rappeler : « Et jamais, Allah ne donnera une voie (pour triompher) aux mécréants contre les croyants. » Surah An Nisaa (4) : verset 141.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Sushmita Sen dances in front of Eiffel Tower with Alisah

Sushmita Sen and daughter Alisah seem to have had a blast as they visited Paris after Switzerland during their Europe vacation. Sushmita Sen is currently on a vacation in Europe and reached Paris after visiting Gstaad. She has shared a fun video with daughter Alisah Sen from Paris as they danced like no one's watching with the Eiffel Tower in the background. The actor revealed Alisah will now study abroad. She didn't make it clear which country Alisah is heading to for her studies.



Sara Ali Khan opens up on the success of "Zara Hatke Zara Bachke"

Sara Ali Khan is on cloud nine after the success of Zara Hatke Zara Bachke. The movie made by Laxman Utekar was about a middle class couple who aspire to buy their own home. The film was set in Indore and has done extremely well with its target audience. Zara Hatke Zara Bachke

has made more than Rs 85 crores at the box office. It is one of the rare post pandemic movies to have a fifth weekend at the theatres. The relatable story, fresh original music and great chemistry between Sara Ali Khan and Vicky Kaushal did the trick at the box office. The humour was also liked by one and all.



Do Patti



Kriti Sanon to debut as a producer & will star alongside Kajol!

Bollywood stars Kajol and Kriti Sanon will be seen playing the lead in streaming giant Netflix India's mystery thriller original film 'Do Patti'. Kajol said: "The opportunity to be on streaming has been truly exciting as it allows us to venture into unexplored territories and present captivating stories to audiences across the globe." "It is a story that is not only rooted in India, but also promises the thrill that can be enjoyed by entertainment enthusiasts across borders."

It also marks the producing debuts of Kriti and writer Kanika Dhillon, reports Variety. Kriti Sanon says 'Do Patti' holds a very special place in her heart as it marks her debut as a producer with her production house Blue Butterfly Films. Kriti Sanon added, "I love every single aspect of film making and have always wanted to be more creatively involved in stories that touch my heart. And I felt in my gut that I was ready to shift the gear and do more. I'm ex-

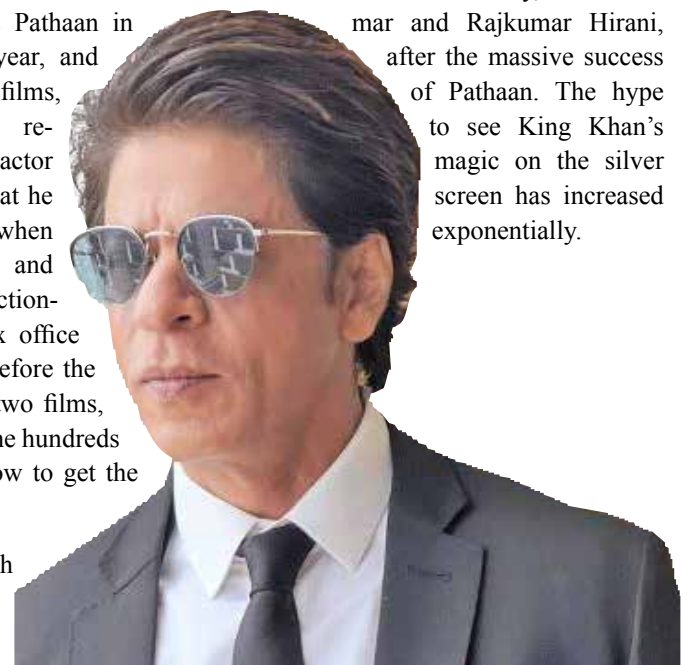
cited to collaborate with the extremely talented Kanika Dhillon as a producer and we couldn't have asked for a better partner than Netflix for this magical journey." Dhillon said that being a part of 'Do Patti' as a writer-producer has been an incredibly fulfilling experience for her and is happy to finally share this project with the world. Dhillon said, "Stepping into the role of a producer has allowed me to explore a new facet of storytelling and bring my creative vision to life. Collaborating with the phenomenal Kajol and Kriti has been an absolute delight." Touted as a "thrilling suspense-filled ride," the film is set in the hills of northern India. The director has not been revealed yet, reports 'Variety'. Monika Shergill, VP of content for Netflix India, said: "Both actors are passionate about storytelling and always deliver unforgettable performances. In addition, it brings us great joy to support Kanika Dhillon and Kriti as they embark on their first creative journey as producers."

Shah Rukh Khan is setting records!

Shah Rukh Khan returned with a bang with his Pathaan in January this year, and he has two more films, Jawan and Dunki, released in 2023. The actor once again proved that he is truly King Khan when despite all the odds and boycotts, his spy-actioner emerged as a box office winner. Now, even before the release of his other two films, they are bringing home hundreds of crores. Scroll below to get the deets.

SRK collaborated with two of the most talented directors of

the Indian film industry, Atlee Kumar and Rajkumar Hirani, after the massive success of Pathaan. The hype to see King Khan's magic on the silver screen has increased exponentially.



**Khloe Kardashian
shares rare
photo of baby
boy Tatum in full
summer mode**

Khloe Kardashian shared a look into her Fourth of July plans with a sweet snap of her and Tristan Thompson's son Tatum enjoying watermelon from a celebratory platter.

Khloe Kardashian's baby boy is enjoying a slice of summer.

The Good American founder shared a peek into her Fourth of July celebration with her and ex Tristan Thompson's son Tatum. In the July 4 Instagram Story, the 11-month-old sat in front of a fruit platter which included raspberries, blueberries and whipped cream shaped to resemble the American flag.

A strawberry laid in front of Tatum's feet as he appeared to be eating a piece of watermelon. Khloe kept Tatum's face hidden in the shot, but gave followers a glimpse at his festive fit, which consisted of red swim trunks and a white sun hat.



The Kardashians star also shared pictures of a ball pit that had been filled with red, white and blue balloons for Tatum.

The fun celebration comes a month after Khloe gave fans an update on Tatum's

nickname or lack thereof.

"Tatum's good," Kris Jenner told Khloe on the June 10 episode of *The Kardashians*. "We could call him Tate. Everybody's gonna call him Tate."

**Disney Star
Coco Lee dead at 48**

Disney Star Coco Lee, who voiced the titular hero in Mandarin dubbed *Mulan*, died by suicide at age 48, her elder sisters Carol and Nancy Lee said in a Facebook post.

Coco Lee, who voiced Fa Mulan in the Mandarin dubbed version of the 1998 Disney classic *Mulan*, died by suicide on July 5, her relatives said in a statement. She was 48.

Lee had been hospitalized after a suicide attempt and was in a coma when she died, her elder sisters Carol and Nancy Lee said in a statement shared to Facebook, per NBC News. They also shared that her years-long

battle with depression that had worsened in the past few months.

"Although, CoCo sought professional help and did her best to fight depression," Carol and Nancy said in a statement alongside a photo montage of Lee, "sadly that demon inside of her took the better of her."

In addition to voicing the titular heroine in *Mulan*, Lee also sang "Reflection" in the Mandarin version of the hit song. She looked back on her Disney journey in a September 2020 Instagram, writing at the time, "That was my 1st time being an actress as the voice of Mulan in 1998... Do u guys remember ??"



**Beyoncé Just Canceled an Upcoming
Stop on Her Renaissance Tour**

Beyoncé will no longer be making a stop Pittsburgh on her Renaissance World Tour next month, with the concert's venue confirming that the show has been canceled.

"Due to production logistics and scheduling issues," Acrisure Stadium tweeted on July 5, "unfortunately the August 3rd Pittsburgh stop of the RENAISSANCEWORLD TOUR will not be taking place. Refunds will automatically be issued at point of purchase. If you have

any questions or issues regarding your ticket order, please contact your point of purchase."

The "Break My Soul" singer has not yet commented on the cancellation, and reps for the artist have not returned E! News' request for comment.

The Pittsburgh show has already been removed from Beyoncé's tour website, which now shows the singer performing in Boston on August 1 and then going to directly to Washington D.C. for two shows on August 5 and 6.



Les États-Unis vont fournir des armes à l'Ukraine



Après mûre réflexion, les États-Unis ont décidé d'envoyer des armes à sous-munitions en Ukraine. C'est la première fois que ce type d'armement est fourni par Washington.

Une étape importante a été franchie par les États-Unis. La Maison Blanche a en effet annoncé vouloir fournir des armes à sous-munitions à l'Ukraine, pour permettre au pays de se défendre face à l'invasion russe. C'est la première fois que ce type d'armement est fourni par Washington.

« C'est une décision difficile. On l'a différée » un certain temps, a déclaré à la presse le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, tout en ajoutant que c'était « la bonne chose à faire ». Il a affirmé que le président Joe Biden avait pris la décision en consultation avec les

alliés et après une « recommandation unanime » de son administration.

M. Sullivan a par ailleurs indiqué que l'Ukraine ne « rejoint (drait) pas l'Otan » à l'issue du sommet de Vilnius, prévu la semaine prochaine, même si cette question sera évoquée lors de l'événement. Kiev « a encore de nombreuses étapes à franchir avant de pouvoir devenir membre » de l'Alliance atlantique, a-t-il précisé.

Les remerciements de Zelensky

Sur les réseaux sociaux, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a remercié son homologue américain pour cette aide militaire « indispensable, vaste et opportune ». « L'augmentation des capacités en matière de défense de l'Ukraine apportera de nouveaux outils pour libérer notre territoire et nous rapprocher de la paix », a-t-il ajouté.

Inde: Trois cheminots arrêtés après la catastrophe ferroviaire qui avait fait 288 morts

Deux ingénieurs en signalétique et un technicien ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur le terrible accident de train qui a tué 288 passagers début juin.

La police indienne a annoncé vendredi avoir arrêté trois employés des chemins de fer nationaux dans le cadre de l'enquête sur les causes de la catastrophe ferroviaire qui a fait 288 morts le 2 juin dans l'État d'Odisha, dans l'est du pays.

Les trois cheminots ont été inculpés d'homicide et de destruction de preuves, a indiqué le Bureau central d'enquêtes dans un communiqué.

Les inculpés ont été identifiés comme

étant deux ingénieurs en signalétique et un technicien travaillant pour la société Indian Railways.

Un choc à 130 km/h

Le Coromandal Express, reliant Calcutta à Madras, avait obtenu le feu vert pour circuler sur la voie principale, avant d'être dérouté sur une voie où se trouvait déjà un train de marchandises chargé de minerai de fer, selon la presse.

Le train de passagers a percuté à une allure d'environ 130 km/h le convoi de marchandises près de Balasore, à environ 200 kilomètres de Bhubaneswar, la capitale de l'État d'Odisha.



Pays-Bas : le gouvernement va démissionner après des désaccords sur la politique migratoire

Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte va remettre la démission de son gouvernement en raison de désaccords sur la politique d'immigration au sein de la coalition au pouvoir aux Pays-Bas. Malgré trois jours d'intenses négociations, la coalition gouvernementale n'est pas parvenue à s'entendre sur les moyens permettant de limiter le nombre de demandeurs d'asile dans le pays.

Tempête politique au Pays-Bas. Le gouvernement de coalition du Premier ministre néerlandais Mark Rutte est tombé, vendredi 7 juillet, après des négociations houleuses entre les quatre partis au pouvoir autour de la politique d'accueil des réfugiés. « Les quatre partis ont décidé qu'ils ne parvenaient pas à un accord sur l'immigration. Donc ils ont décidé de mettre fin à cette coalition de gouvernement », a annoncé dans la soirée Tim Kuijsten, le porte-parole du petit parti protestante ChristenUnie.

Avec l'explosion de la coalition, le Premier ministre Mark Rutte devrait se lancer de nouveau dans la course des législatives, dans l'objectif d'entamer un cinquième mandat de Premier ministre.

Il pourrait toutefois être confronté au sein de son parti à de la concurrence autour de la position de tête de liste. Initialement prévues en 2025, ces élections qui

déterminent la composition de la chambre basse du Parlement néerlandais, devraient être convoquées prochainement, avec une tenue possible au cours des prochains mois.

La course aux sièges de député s'annonce rude pour les partis du gouvernement sortant alors qu'une nouvelle formation pro-agriculteurs opposée à des réglementations environnementales de l'Union européenne a obtenu le plus de sièges lors des élections régionales de mars qui déterminent également la composition du Sénat.

Surnommé « Teflon Mark » pour sa capacité à rester au pouvoir depuis douze ans malgré les scandales – et devenant ainsi le Premier ministre le plus longtemps en service de l'histoire des Pays-Bas –, Mark Rutte avait pris les rênes de sa quatrième coalition en janvier 2022 après un record de 271 jours de négociations.

Mais le chef du gouvernement, du parti de droite libérale VVD, avait semé ces derniers jours le trouble chez ses partenaires de la droite et du centre, en exigeant d'eux l'adoption d'une série de



mesures clivantes autour de l'accueil des demandeurs d'asile.

Projet clivant

Mark Rutte exigeait des trois autres partis de la coalition au pouvoir, les chrétiens-démocrates du CDA, les centristes libéraux du D66 et la petite formation protestante ChristenUnie, qu'ils acceptent d'instaurer un quota du nombre d'enfants en provenance de zones de conflits pouvant obtenir l'asile aux Pays-Bas.

Les réfugiés déjà établis aux Pays-Bas ne seront plus autorisés à y être rejoints par leurs enfants si un quota mensuel de 200 enfants est déjà atteint, a-t-il également demandé.

Mais deux partis plus souples sur l'immigration, la ChristenUnie et le D66, sont opposés à ce projet.

La ChristenUnie, dont une importante partie des électeurs se trouvent dans la « Bijbelgordel », la « ceinture de la Bible », une zone conservatrice du pays, est en raison de ses convictions religieuses traditionnellement opposée à un durcissement de la politique d'accueil des demandeurs d'asile.

« Nous avons tous été créés et sommes tous aimés par le même Dieu et c'est également de lui que nous avons reçu la terre sur laquelle nous vivons. Nous avons donc la conviction qu'il est de notre devoir de procurer un endroit sûr aux victimes de catastrophes, de guerres, de persécutions et de l'oppression », écrit la ChristenUnie sur son site.

Après de premières négociations mercredi, des membres du gouvernement s'étaient de nouveau réunis en urgence dans la nuit de jeudi à vendredi afin de discuter des propositions du Premier ministre, sans pour autant déboucher sur un accord, entretenant les spéculations sur une chute rapide du quatrième gouvernement de Mark Rutte, communément appelé aux Pays-Bas « Rutte IV ».

Le palper-rouler



La solution à une silhouette parfaite ?

Le palper-rouler, de quoi parle-t-on ?

Connu depuis de nombreuses années, le palper-rouler est un massage utilisé pour raffermir et tonifier la peau. « Son but est de soulever l'épiderme pour déloger la graisse sous-cutanée. Il se pratique en pinçant légèrement la peau entre le pouce et l'index, tout en exerçant des mouvements de bas en haut afin de faciliter la circulation sanguine sur les zones nécessaires à traiter ».

Drainage lymphatique ou palper-rouler : quelles différences ?

Alors que le palper-rouler vise à lutter contre la cellulite, via des mouvements permettant de décoller des amas graisseux ; le drainage lymphatique, lui, s'adresse davantage aux personnes ayant des troubles circulatoires : « C'est un massage plus doux qui vise à stimuler la circulation de la lymphe dans le corps et ainsi favoriser l'élimination des déchets et des toxines ».

Ventre, cuisses, hanches... : est-ce que le palper-rouler enlève efficacement la cellulite ?

« Dans le sens où il améliore la circulation veineuse et lymphatique, oui le palper-rouler est indiqué dans le traitement de la cellulite. Pour autant, c'est un massage assez douloureux et sa pratique doit s'inscrire dans une démarche globale ».

Est-ce que le palper-rouler est aussi efficace pour maigrir ?

À lui tout seul, le palper-rouler ne fait évidemment pas de miracle : « Si cette technique permet de mincir visuellement puisqu'elle permet d'améliorer l'aspect de la peau en atténuant l'effet peau d'orange ; cette méthode, employée seule, ne permet pas de maigrir. Pour avoir des effets visibles sur la silhouette, ce massage doit être pratiqué en association avec d'autres actions : rééquilibrage alimentaire, bonne hygiène de vie ou encore pratique d'une activité

physique régulière que nous détaillerons plus bas ». « Le palper-rouler n'est qu'un des outils pour prendre soin de son corps. Une prise en charge holistique, tenant compte du patient dans sa globalité et de son environnement, est indispensable pour avoir des effets positifs et durables sur la perte de poids ».

Où pratiquer le palper-rouler ?

Ce massage peut se donner à domicile, en le réalisant soi-même manuellement ; chez un masseur professionnel ou kinésithérapeute et en institut de beauté spécialisé, qui peuvent le pratiquer sous une forme mécanique. « Vigilance toutefois aux praticiens qui feraient croire qu'il est possible de perdre du poids juste avec des sessions de palper-rouler, cette méthode à elle seule ne le permet en aucun cas ».

Comment faire efficacement le palper-rouler soi-même ?

Mettre de l'huile ou de la crème

« Appliquer une huile ou une crème va permettre de rendre le massage plus agréable et de faciliter le mouvement et donc ses effets sur la peau : souplesse, tonicité. »

Masser le corps de bas en haut

« Le massage doit être effectué en partant du bas en allant vers le haut afin de stimuler la circulation sanguine de la zone sujette à la cellulite. » Il s'agit principalement des cuisses (intérieur et extérieur), les fesses, les jambes, les genoux, le ventre, les bras.

Masser au gant de crin

« Après avoir effectué le palper-rouler et juste avant la douche, il peut être intéressant d'effectuer un petit massage sur la zone ciblée, à l'aide d'un gant de crin. C'est un bon moyen d'étirer la peau et d'exercer un effet exfoliation qui va permettre d'éliminer les cellules mortes » ajoute la diététicienne-nutritionniste. Pour activer la micro circulation,

pensez aussi à terminer par un jet d'eau fraîche.

Combien de temps par jour faire le palper-rouler ?

« Lorsque la séance est réalisée à domicile, une dizaine de minutes peuvent suffire à noter des changements au bout de quelques jours mais là encore, tout dépend de chaque individu : alimentation, morphologie, génétique... ».

Palper-rouler, quels sont ses effets secondaires ?

Douleur, courbatures, ecchymoses ou encore fatigue peuvent être ressenties après une séance de palper-rouler. « Qu'elle soit réalisée manuellement ou mécaniquement, cette méthode de massage est assez violente pour le corps. Certaines femmes pensent que plus ça va faire mal, plus ça va être efficace mais je suis convaincue qu'on peut améliorer son esthétisme sans avoir mal. Plutôt que le palper-rouler, je préconiserais d'ailleurs des massages avec des ondes ultrasoniques ou infrarouges, aussi efficaces et beaucoup plus softs. »

Contre-indications liées au palper-rouler

« Le palper-rouler est à éviter surtout chez les personnes souffrant de gros problèmes circulatoires (thrombose veineuse, phlébites, varices...) ou atteints d'hémophilie : le risque hémorragique est important. Les personnes souffrant de cancer doivent aussi se méfier, je me demande si ce genre de massage ne risque pas de faire migrer des cellules vers d'autres parties du corps... ? » Pour les femmes enceintes ou allaitantes, la médecin nutritionniste est aussi catégorique : « Je déconseille le palper-rouler, il ne faut prendre aucun risque pendant et après la grossesse. »

Si le palper-rouler séduit encore de nombreuses femmes et hommes en quête de perfection, cette technique est donc à prendre avec des pincettes.

Gommage du visage : à quelle fréquence faut-il l'exfolier pour avoir une belle peau ?

L'exfoliation est une étape primordiale pour débarrasser son visage des peaux mortes et l'aider à se renouveler pour être plus belle. Mais à quelle fréquence faut-il réaliser ce geste pour y parvenir ?

Prendre soin de sa peau est un art qui se maîtrise et demande souvent beaucoup de temps, de patience, de tests plus ou moins fructueux et surtout de détermination. Déjà, il est important de comprendre son type de peau et ses besoins, pour adapter au mieux sa routine beauté. N'oubliez pas que ce qui marche pour les autres ne marchera pas forcément pour vous ! Il convient aussi de bien choisir son nettoyant pour le visage, sa crème hydratante ou encore sa crème solaire, mais pas seulement.

Parmi les produits indispensables à toute routine beauté qui se respecte, on ne peut plus faire l'impasse sur l'exfoliant ! Rappelons les deux grandes catégories d'exfoliants existants. Ceux dits "physiques", comme les gommages à grains ou les brosses exfoliantes, puis les exfoliants chimiques, que les dermatologues préfèrent, selon elle. Ils vous

permettent notamment de contrôler l'intensité de l'actif que vous utilisez.

Exfoliant chimique : à quelle fréquence faut-il les utiliser ?

«On peut potentiellement les utiliser tous les jours», à quelques subtilités près. En effet, cela va dépendre de plusieurs facteurs, à savoir le type d'actif que vous utilisez (AHA, BHA, PHA...), de sa concentration et enfin, de la sensibilité de votre peau. Dans le cas de produits dont la concentration est à moins de 10 %, l'experte recommande de tester progressivement sur votre peau le produit, puis de voir sa réaction. Si celle-ci réagit bien, alors vous pourrez potentiellement l'utiliser tous les jours. Dans le cas d'un produit avec une concentration à plus de 10 %, l'experte indique qu'il vaut mieux se contenter d'une à deux utilisations par semaine.

Autre élément à prendre en compte : les autres produits utilisés dans votre routine de soin. Selon la dermatologue, si vous y intégrez par exemple du rétinol, il vaut mieux éviter de l'utiliser le même soir que



vos exfoliant, mais plutôt d'alterner, un jour sur deux. «Avec le temps, si votre peau est à l'aise avec le rétinol et avec l'exfoliant, vous pouvez potentiellement les utiliser ensemble», ajoute-t-elle. L'important, c'est de ne pas aggraver votre peau et de tester les produits progressivement, un à un.



Sourcils fins : comment les densifier ?

Sourcils fins ou clairsemés : comment les rendre plus épais et fournis

Le golden ratio : la règle d'or pour avoir des sourcils denses et canons

Lorsque l'on parle de sourcils parfaits, bien dessinés et densifiés, impossible de ne pas mentionner le «golden ratio», LA règle d'or pour y parvenir, selon Anastasia Soare. Le «golden ratio», qui a récemment été utilisé pour élire l'homme «le plus beau du monde» de l'année, est un principe qui a également permis à la fondatrice d'Anastasia Beverly Hills de trouver la forme de sourcils parfaite pour chaque forme de visage. «Il convient à tous les sourcils et c'est exactement par là qu'il faut commencer pour combler les sourcils fins ou clairsemés».

Pour utiliser la technique du «golden ratio», rien de plus simple : «les sourcils doivent

commencer directement au-dessus du milieu des narines, se terminer à l'endroit où le coin de la narine se raccorde au niveau coin externe de l'œil et le point le plus élevé de l'arc doit relier le milieu de la pointe du nez au milieu de l'iris», explique l'experte. Résultat ? Des sourcils dont la forme est automatiquement adaptée à celle de votre visage et à vos traits uniques.

Choisir les bons produits et la bonne teinte de sourcils

Pour que vos sourcils aient l'air fournis tout en restant naturels, il est important de choisir les bons produits, dans la bonne teinte. Préférez des produits fins, facile à travailler et à estomper. Les stylos ou crayons à sourcils à pointe fine sont parfaits pour dessiner de faux poils, là où les mascaras à sourcils vont pouvoir rajouter de l'intensité, tout en fixant les sourcils. Ne vous arrêtez pas au premier test ! Selon l'experte, il est important d'essayer plusieurs

produits et d'identifier celui qui fonctionne le mieux sur vous. «Il est préférable de choisir un produit précis, capable d'imiter l'apparence des poils des sourcils plutôt qu'un gel qui s'appuie principalement sur les poils existants».

Peu importe le type de produit choisit, il reste une règle à ne jamais oublier : choisir la bonne teinte. «La plupart du temps, la couleur des cheveux et des sourcils ne doit pas correspondre exactement», indique Anastasia Soare. Son conseil ? Si vos cheveux sont foncés, préférez des sourcils d'un ton plus clair que votre teinte naturelle. S'ils sont plus clairs, choisissez une teinte de sourcils un ou deux tons plus foncés. Que faire en cas de cheveux gris ? Dans ce cas de figure, l'experte recommande de se tourner vers un ton «granit», afin d'ajouter de la couleur aux poils et en conservant le ton cendré des cheveux gris, «en évitant de rendre les sourcils anormalement foncés».

Si les sourcils fins reviennent peu à peu sur le devant de la scène avec la tendance "skinny brow", certains continuent à préférer les sourcils plus denses et plus épais. En effet, avoir les sourcils fins n'est pas toujours un choix. La génétique, une épilation un peu trop excessive, un traitement médical, une carence ou encore l'utilisation de produits inadaptés sont des facteurs pouvant entraîner

l'affinage des sourcils.

Si cela reste un choix personnel et qu'il n'y a aucune obligation à chercher à densifier des sourcils fins, il existe cependant des solutions pour les personnes qui le souhaitent. En effet, quelles que soient les raisons ayant pu provoquer le changement d'apparence de vos sourcils jusqu'à les rendre trop fins à votre goût, il est possible de tricher un peu, notamment grâce au maquillage.

OFFICIEL : la pépite Arda Güler signe au Real Madrid

Alors qu'il était aussi ciblé par le FC Barcelone, le jeune turc du Fenerbahçe a finalement opté pour le Real Madrid. Le milieu de 18 ans vient d'être présenté officiellement par les Merengues.

Le Real Madrid a gagné la bataille face à son rival de toujours. Depuis quelques mois, le Barça et le Real se disputaient celui qu'on surnomme «le nouveau Mesut Özil».

Mais aujourd'hui cette bataille prend fin puisque la Casa Blanca vient d'officialiser l'arrivée d'Arda Güler dans l'équipe de Carlo Ancelotti. Dans le communiqué officiel les Merengues annoncent que



Dans cette opération, le Real Madrid a versé 20 millions d'euros + bonus au club Turc. Une clause de 20% à la revente est également présente dans le deal.

L'international turc s'est engagé pour une

durée de six ans avec les Merengues, soit un contrat qui durera jusqu'en 2029.

C'est la cinquième recrue estivale du Real Madrid, après les arrivées de Fran Garcia, Brahim Diaz, Bellingham et Joselu. Un vent de jeunesse qui viendra entamer un nouveau cycle dans l'un des plus grands clubs du monde.

«La présentation d'Arda Güler en tant que nouveau joueur du Real Madrid aura lieu demain, vendredi 7 juillet, à 12h00 à la Ciudad Real Madrid».

À 18 ans, le jeune prodige turc est considéré comme l'un des meilleurs espoirs du pays. Il sort d'une bonne saison avec le Fenerbahçe, où il a inscrit 6 buts et délivré 6 passes décisives en 35 matchs.

OFFICIEL : Marco Asensio signe au PSG



Libre de tout contrat depuis son départ du Real Madrid à la fin de la saison 2022/23, Marco Asensio s'est engagé pour trois saisons en faveur du Paris Saint-Germain. Il est la première recrue parisienne en vue de la saison 2023/24.

Marco Asensio n'aura pas tardé à retrouver un club. L'attaquant espagnol, libre de tout contrat depuis son départ du Real Madrid à la fin de la saison, vient de signer pour trois ans en faveur du Paris Saint-Germain.

Présent à Paris au début du mois de juin en compagnie de son agent Jorge Mendes, le joueur de 27 ans a passé sa visite médicale avec succès et vient d'être enfin présenté par son nouveau club, plus d'un mois après avoir signé son contrat.

Asensio, également visé par Arsenal ou encore Newcastle, a choisi la Ligue 1 et le PSG, où évoluent plusieurs joueurs hispanophones, dont Carlos Soler et Fabian Ruiz qu'il côtoie

en sélection.

Il va également retrouver Luis Enrique, sélectionneur de l'Espagne pendant la majeure partie de sa carrière avec la Roja.

L'international espagnol devrait évoluer sur un côté, en compagnie de Kylian Mbappé et Neymar, comme pouvait le faire Di María lorsqu'il évoluait au PSG.

A 27 ans et après sept ans au Real Madrid, le joueur formé à Majorque va donc vivre sa première expérience à l'étranger.

Les premiers mots de Marco Asensio en tant que nouveau joueur du PSG :

«Je suis très heureux de rejoindre le Paris Saint-Germain. J'ai hâte de découvrir la ville, de tous vous rencontrer et d'apprendre le français. Je donnerai tout pour le club. Je suis sûr que nous pourrons soulever des trophées !»

Mbappé «agacé» par les déclarations d'Al-Khelaïfi en conférence de presse



'L'Équipe', l'attaquant du Paris Saint-Germain a été «agacé» par les déclarations de Nasser Al-Khelaïfi sur ses envies de quitter Paris. Il a fait savoir qu'il n'a jamais promis de ne pas partir gratuitement, rapporte le quotidien français.

Présent en conférence de presse ce mercredi pour la présentation de Luis Enrique en tant que nouvel entraîneur du PSG, Nasser Al-Khelaïfi a répondu aux questions de la presse sur l'avenir de Kylian Mbappé.

Et le président du PSG a été très clair : «Notre position est très claire. Si Kylian veut rester, il doit signer un nouveau contrat. Nous on veut qu'il reste mais on ne peut pas le laisser partir gratuit. Il l'a dit lui-même «jamais je ne partirais gratuit». On ne veut pas le laisser partir gratuit. C'est très clair. On ne va pas le répéter.»

Des déclarations qui n'ont pas du tout été au goût de l'intéressé. Selon 'L'Équipe', Kylian Mbappé a été «agacé» par les déclarations de son président et assure qu'il n'a jamais promis de ne pas partir gratuitement.

Après cette fameuse conférence de presse, NAK est revenu sur le sujet pour 'Le Parisien', avec des mots encore plus francs :

«(...) J'ai été vraiment choqué d'apprendre qu'il avait l'intention de partir gratuitement. C'est très décevant parce que Kylian est un garçon fantastique, un vrai gentleman, et partir gratuitement, en affaiblissant le plus gros club français, ce n'est pas lui. Quand j'ai reçu cette information, j'ai été choqué et déçu.»

«C'est pour ça qu'il doit se décider la semaine prochaine, ou maximum dans deux semaines. Et s'il ne veut pas signer un nouveau contrat, la porte est ouverte. C'est comme ça pour lui et pour tous les autres. Personne n'est plus grand que le club, aucun joueur, même pas moi. C'est très clair», a ajouté le dirigeant qatari.

Actuellement en vacances au Cameroun, son pays d'origine, Kylian Mbappé n'a pas réagi publiquement. Il devrait reprendre l'entraînement avec l'équipe première du PSG à partir du 17 juillet, en attendant un accord pour un transfert ou une prolongation de contrat...

Manchester United propose 45 millions pour André Onana

Selon les tabloïds anglais, l'Inter Milan aurait rejeté la première offre de Manchester United concernant leur gardien André Onana. Pas décidés à lâcher si facilement, les Red Devils vont soumettre une deuxième offre qui devrait tourner autour de 45 millions d'euros.

À Manchester United, après s'être sécurisé en attaque avec l'arrivée de Mason Mount, la grande question de l'été se trouve au poste de gardien de but. Les Mancuniens n'ont toujours pas prolongé David De Gea et penseraient à recruter un nouveau gardien pour le remplacer. Pour le moment, leur piste mène à André Onana, l'actuel gardien de l'Inter Milan.

Mais plusieurs médias affirment que l'Inter Milan a rejeté la première offre de Manchester United pour André Onana. L'équipe d'Erik ten Hag aurait proposé 34 millions de livres sterling (soit 40 millions d'euros) pour le recruter. Cependant, ces derniers n'abandonnent pas.

Les Red Devils vont soumettre une deuxième offre plus élevée pour le

gardien camerounais afin de remplacer l'Espagnol, qui pour l'instant semble avoir quitté Old Trafford après 12 ans passés au sein du club anglais.

La recherche d'un nouveau gardien de but est la priorité absolue de United et le club tentera à tout prix de recruter le joueur de 27 ans, même si son transfert

pourrait lui poser des problèmes au regard du fair-play financier.

Selon 'Sky Sports', United offrira 45 millions d'euros pour s'attirer ses services la saison prochaine. L'Inter aurait conclu un accord verbal pour vendre le gardien pour ce montant, mais rien n'est encore écrit.



OFFICIEL : Mason Mount signe à Manchester United

Chelsea et Manchester United sont (enfin) parvenus à un accord pour le transfert de l'international anglais, contre un montant de 64 millions d'euros plus 6 millions de bonus. Mount s'est engagé avec les Red Devils jusqu'en 2028.

Après avoir passé sa visite médicale avec succès ce jeudi après-midi, Mason Mount s'est engagé pour cinq saisons avec une année en option, soit jusqu'en 2028, avec Manchester United.

Un transfert qui devrait rapporter 64 millions d'euros plus 6 millions de bonus à Chelsea selon plusieurs sources anglaises.

À un an de la fin de son contrat, l'international anglais formé au club fait ses adieux avec près de 200 matchs disputés en tant que Blue, pour un total de 33 buts et 35 passes décisives, à ajouter à trois trophées remportés, dont la Ligue des Champions en 2021.



De leur côté, les Red Devils s'assurent leur première recrue de la saison 2023/24. Une recrue qui débarque pour avoir un probable statut de titulaire indiscutable dans le futur XI d'Erik ten Hag.

Le milieu de terrain de 24 ans quitte Londres sur une saison 2022/23 aussi moyenne en terme de statistiques qu'en terme de performances. Il a inscrit 3 buts et délivré 5 passes décisives en 35 matchs toutes compétitions avec les Blues cette saison.

Mount est déjà le sixième joueur de Chelsea à quitter le club cet été après Kanté, Mendy, Koulibaly, Kovacic, Havertz et Loftus-Cheek.

Les premiers mots de Mason Mount en tant que nouveau Red Devil : «Il n'est jamais facile de quitter le club où l'on a grandi, mais Manchester United représente un nouveau défi passionnant pour la suite de ma carrière. Pour les avoir affrontés, je sais à quel point l'équipe que je rejoins est forte et j'ai hâte de participer à la volonté de ce groupe de remporter des trophées majeurs.»

«Je suis très ambitieux. Je sais ce que l'on ressent lorsqu'on remporte des trophées importants et ce qu'il faut faire pour y parvenir. Je vais tout donner pour revivre cela à Manchester United».

Jota rejoint Benzema et Kanté à Al Ittihad



L'attaquant portugais de 24 ans rejoint le club de Karim Benzema et de N'Golo Kanté, en Arabie Saoudite. Son transfert va rapporter environ 30 millions d'euros au Celtic.

João Pedro Neves Filipe, dit Jota, va poursuivre sa carrière en Arabie Saoudite, à seulement 24 ans, après deux grandes saisons au Celtic de Glasgow.

Le Portugais s'est engagé jusqu'en juin 2026 avec Al-Ittihad, le nouveau club de Karim Benzema et de N'Golo Kanté, sacré champion d'Arabie Saoudite lors de la saison 22/23.

L'opération devrait rapporter environ 30 millions d'euros au Celtic selon plusieurs médias anglais.

Cette saison, l'international espoir portugais a inscrit 15 buts et délivré 12 passes décisives en 43 matchs toutes compétitions confondues avec l'équipe écossaise, dont deux buts en Ligue des Champions.

SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)

Mercedes dévoile son nouvel aileron avant à Silverstone

Mercedes a apporté de nouvelles évolutions au Grand Prix de Grande-Bretagne de F1, et la première modification est apparue sous la forme d'un nouvel aileron avant intéressant.

Le nouveau design d'aileron avant de Mercedes reprend de nombreuses caractéristiques de son prédécesseur, comme le flap semi-détaché et la jointure de la plaque d'extrémité. Cependant, la façon dont l'aileron est chargé sur toute son envergure et la manière dont il interagit avec le nez ont été modifiées.

La jonction triangulaire du bord d'attaque de l'aile a été supprimée au profit d'une finition plus arrondie, ce qui permet non seulement d'ajuster le plan de plongée, mais aussi la cambrure de l'aileron elle-même.

Le pod qui abrite le capteur infrarouge de surveillance du pneu a également été repositionné à la suite de la refonte de la plaque d'extrémité, et aura clairement été déplacé à un endroit qui offre les meilleures performances d'un point de vue aérodynamique.

Le bord d'attaque du plan principal est maintenant plus profilé dans la section extérieure de l'aileron

(flèche rouge), présentant le dessous de l'élément au flux entrant et améliorant les contours en aval qui existaient déjà.

Il s'agit d'une solution qui rappelle les modèles utilisés par les équipes dans le cadre de l'ancienne réglementation, mais qu'elles ne peuvent manifestement pas reproduire complètement en raison des règles appliquées depuis la saison dernière. Le bord d'attaque du plan principal retourné vers le haut dans la

partie centrale de l'élément a également été supprimé (flèche bleue, en médaillon ci-dessus), une transition plus douce étant désormais préférée, qui s'abaisse vers l'axe central où elle rencontre la pointe du nez.

Les autres sections intérieures des flaps situées plus haut ont également été reprofilées, ce qui modifie leur interaction avec le nez. En conséquence de ces changements, il semblerait que la

pointe du nez et le reste de la carrosserie du panneau cosmétique aient également été modifiés.

Visuellement, le changement le plus apparent concerne les deux flaps supérieurs, la longueur de corde des sections mobiles étant beaucoup plus importante que celle de leurs prédécesseurs. Il est clair que l'on a pris soin de donner la courbure nécessaire au bord de fuite du flap supérieur afin d'obtenir le bon équilibre entre la charge et la répartition du flux

On remarque également l'arrivée d'un séparateur plus axé sur l'aérodynamisme dans le coin supérieur extérieur (encadré et inséré, dans la première image dans le corps du texte), tandis que les autres supports conservent l'aspect plus conventionnel d'un fer à cheval.

Mercedes a été la première équipe à révéler les séparateurs aéro l'an passé, même si elle ne les a jamais fait courir, tandis que Ferrari les emploie depuis le début de la saison sur son aileron avant. Haas a également installé sa propre variante plus récemment.



Verstappen lance un message clair à la concurrence

Après son carton plein au Grand Prix d'Autriche mais des qualifications plus serrées qu'à l'accoutumée, Max Verstappen a lancé un message clair à la concurrence : il était loin d'être au maximum lors d'un tour qui lui a quand même offert la pole.

Max Verstappen a signé un carton plein lors du Grand Prix d'Autriche en inscrivant les huit points de la victoire lors du sprint, les 25 points de la victoire en course et en ajoutant à tout cela le point du meilleur tour, conquis en repassant par les stands sous le nez de Charles Leclerc en fin de GP.

Également auteur de la pole position lors des qualifications du vendredi, le Néerlandais n'a toutefois devancé dans cet exercice le pilote Ferrari que de 0,048 sur la ligne de chronométrage. En course, il n'y a pas eu photo, et Verstappen ne manque pas souligner que dans l'exercice de l'effort sur un tour lancé, il avait été loin de tout donner.

«Pour être honnête, je n'avais besoin que d'aller 0,040 plus vite, donc je n'étais toujours pas à la limite sur ce tour», a déclaré le double Champion du monde aux médias ce jeudi à Silverstone. «Vous voulez rester entre les lignes, ils étaient très stricts sur les lignes blanches. Donc quand j'ai vu qu'après le virage 3 ou 4, j'étais en tête, j'ai su que ça devait suffire.»

Red Bull ne se repose pas sur ses lauriers

L'occasion pour lui aussi de mettre en avant le fait que, si la concurrence évoque souvent les évolutions importantes qu'elle apporte à ses monoplaces pour

tenter de refaire son retard, l'équipe Red Bull ne chômerait pas non plus, et se montrait sans doute moins discrète mais tout à fait efficace pour maintenir un avantage important et indiscutable depuis l'entame de la saison.

«Nous avons connu un excellent début d'année, nous comprenons également notre voiture et, course après course, elle s'améliore. Mais nous ne restons pas à rien faire. Il est vrai que d'autres équipes parlent

peut-être davantage d'améliorations plus importantes d'une course à l'autre, mais nous continuons à apporter des choses.»

«C'est certainement un bon signe. Nous avons encore un bel avantage. Bien sûr, sur certains circuits, il est plus important que sur d'autres, mais dans l'ensemble, c'est un package de base solide que nous avons. Il faut toujours s'assurer que nous en tirons tout le potentiel.»



La F1 perd des figures clés de son management

La Formule 1 connaît des changements au niveau de la direction, avec le départ de Brandon Snow et de Chloe Targett-Adams.

L'Américain Brandon Snow occupait le poste de directeur commercial depuis février 2022 et, après seulement 18 mois, il a décidé de retourner dans son pays d'origine.

Plusieurs de ses compatriotes recrutés par Liberty Media pour occuper des fonctions commerciales en F1 et qui ne souhaitaient pas s'engager sur le long terme à vivre en Europe ont suivi une voie similaire. Le prédécesseur immédiat de Snow, Sean Bratches, avait également choisi de retourner aux États-Unis pour des raisons familiales.

Avant d'occuper son poste en Formule 1, Snow avait travaillé à deux reprises pour la NBA dans le domaine commercial.

Au sein de la F1, il était responsable du sponsoring, des licences, de l'eSport et du marketing. Il a mis à profit son savoir-faire en matière de marketing sportif pour contribuer à la conclusion

de plusieurs grands contrats à la sauce américaine, tels que celui conclu avec Paramount Plus.

L'avocate Chloe Targett-Adams travaillait pour la F1 depuis 14 ans, après avoir rejoint l'équipe juridique en 2009, à l'époque de Bernie Ecclestone, en tant que conseillère principale.

Au fil des ans, elle s'est concentrée sur le travail avec les organisateurs d'épreuves et, après le rachat par Liberty en mars 2017, elle a été nommée directrice mondiale des relations commerciales, avant de prendre le titre de directrice de la promotion des courses en janvier 2020.

Elle était responsable de l'élaboration du calendrier et de la négociation des droits d'accueil des courses, et à ce titre, elle était le principal point de contact de la F1 pour chacun des promoteurs, par lesquels elle était très appréciée.

La nouvelle de sa démission a été annoncée immédiatement après la publication officielle tardive du calendrier 2024, qu'elle avait élaboré.

Sainz : Ferrari est « bien plus proche dans les virages rapides »

Carlos Sainz fait part d'un optimisme prudent quant aux progrès de Ferrari, dans le paddock de Silverstone.

Malgré une course décevante pour Carlos Sainz, relégué au sixième rang par une pénalité, le Grand Prix d'Autriche a été une réussite pour Ferrari, qui s'est imposé comme la deuxième force du plateau sur le Red Bull Ring. La Scuderia va-t-elle confirmer à Silverstone ? L'ibère se montre optimiste mais aussi prudent, conscient que rien n'est acquis.

Ferrari reste distancé par Red Bull en matière de rythme, mais un cap a-t-il été franchi côté constance ?

Nous ne le savons pas. Je pense qu'il nous faut peut-être un circuit plus ouvert et venteux comme Silverstone pour évaluer ça. D'habitude, nous avons davantage de difficultés dans des conditions venteuses comme à Miami ou à Bakou. Je pense que nous avons besoin de davantage d'exemples pour évaluer notre progression et notre package d'évolutions. Ce que je peux vous dire, c'est que la voiture paraissait meilleure en Autriche, que ce soit sur un tour ou en course. Mais nous étions aussi très rapides en Autriche l'an dernier. Alors je reste prudent et je laisse passer les circuits et la saison pour analyser ça. Mais je suis fier de la manière dont l'équipe a réagi et du nombre d'évolutions que nous avons apportées récemment.

Jock Clear (ingénieur performance) a déclaré que Barcelone vous avait



permis de mieux voir les défauts de la voiture. Est-ce avéré ?

En week-end de course, oui. Lors des essais Pirelli, on ne peut malheureusement pas tester grand-chose à part les pneus, mais lors du week-end de course, j'ai testé sur la voiture quelques éléments qui m'ont permis de comprendre un peu mieux quelle était notre faiblesse et comment l'analyser. Cela nous a clairement indiqué où diriger le développement. Je pense que cela porte ses fruits maintenant. Nous sommes sur la bonne voie, j'en suis convaincu. Avons-nous passé un cap ? Je veux y croire. Mais comme je l'ai dit, nous avons besoin d'un peu plus d'exemples, nous avons besoin peut-être d'un week-end venteux pour analyser ça, même si cela signifie que nous aurons un peu plus de difficultés dans ces conditions.

Au Grand Prix d'Autriche, Charles Leclerc était en difficulté dans les conditions variables, mais pas vous. Pourquoi ?

Je ne sais pas. Je crois que les conditions variables et la pluie sont quelque chose qui m'a toujours réussi par le passé, j'ai toujours été compétitif. J'ai connu une très bonne Q2 au Canada, ainsi que la Q1/Q2/Q3 à Barcelone, puis le sprint en Autriche, les conditions étaient variables le samedi et j'étais très rapide. J'apprécie ces conditions, et plus ou moins la voiture. Je sais comment la piloter, bien que dans ces cas-là, pour moi, ce soit de l'improvisation la plupart du temps.

Les soucis de pneus et l'instabilité de la monoplace sont-ils les mêmes problèmes ? Résoudre

l'un sera-t-il la solution de l'autre ?

Je pense qu'ils sont liés. Je ne crois pas que nous fassions quoi que ce soit de vraiment mal avec les pneus, je pense que c'est plutôt la manière dont notre voiture se comporte en course avec le vent, avec les instabilités que nous avons. L'inconstance affecte le rythme de course, je crois qu'elle affecte aussi la dégradation des pneus. Plus l'arrière chasse, plus il y a de frayeurs en course, pire est forcément la gestion des pneus. Nous avons des difficultés de ce côté-là. C'était bien mieux en Autriche. L'air sale est aussi quelque chose qui nous affecte pas mal. Il y a donc, comme vous pouvez le voir, beaucoup de choses que nous essayons de maîtriser.